

ALTERNATIVE

libertaire



Sommaire du n° 210 - octobre 1998



CRIME D'ÉTAT

Sémira Adamu est morte le 22 septembre à Bruxelles des suites de la sixième tentative musclée d'expulsion par la gendarmerie... sur ordre de l'Office des Étrangers.

couverture	<u>AFIN QUE SEMIRA NE SOIT PAS MORTE POUR RIEN - Babar</u>
2	<u>MOUVEMENT : Rendez-vous à Tournai pour le barbecue Camp'anar - Fred</u>
3	<u>ÉDITORIAL - Reconstruire une espérance - Alternative Libertaire</u>
4	<u>APPEL - Pour l'autonomie du mouvement social - Collectif</u>
5	EN DÉBAT - Une alternative globale ? - Chiquet Mawet
8	EN DÉBAT - Alternatives en folie - Chiquitus Sapiens
9	<u>EXPULSIONS DE SANS-PAPIERS - Rappel des faits avant la mort de Sémira - AL</u>
10	TEMOINS - Témoignages de futurs "déportés" transmis par le Collectif Contre les Expulsions
13	COURRIER - La désobéissance radicale - Michel Sahuc
15	<u>INTERVIEW - Par-delà la démocratie représentative - Babar</u>
18	CHRONIQUE - Les Bollewinkel's - Le Bill
19	<u>SYNTHÈSE - Les médias, outils de dépolitisation - Alain Bihir/ACC</u>
21	<u>MOUVEMENT - La collectivité libertaire Los Arenalejos - Collectif</u>
25	<u>DANS LE TEXTE : Transformation culturelle et transformation sociale - Los Arenalejos</u>
27	<u>CARNET DE ROUTE - Municipalisme libertaire - Mimo</u>
28	<u>ALTERNATIVES : "Le rêve au quotidien" un bouquin de Mimo Pucciarelli</u>
29	AUTOUR D'UN LIVRE - Les vies d'Alexandre Jacob - Le Canottier
30	<u>EN MOUVEMENT - L'Observatoire International des Prisons s'installe à Bruxelles</u>
30	BILLET D'HUMEUR - Histoire de vache - Dirck F.D.
31	<u>NOTRE HISTOIRE - Le dossier Nestor Makhno - J-M Chauvier</u>
32	LE DOSSIER MAKHNO - La Maknovtchina - Volny et Frémion
36	<u>CONTRE LES LOIS RACISTES - COLLECTIF CONTRE LES EXPULSIONS</u>
en encart	<u>La feuille de résistance de "Chômeur, pas chien !"</u>

en encart Le Chien écrasé édité par Claude Semal et le Théâtre Le Café

en encart [Le magazine de l'association Pour la vérité](#)

*ALTERNATIVE LIBERTAIRE 210 /
OCTOBRE 1998*

**AFIN QUE
SEMIRA ADAMU
NE SOIT PAS
MORTE
POUR RIEN !**

Autour de la question des réfugiés en particulier, et de la libre circulation des personnes en général, deux logiques inconciliables s'affrontent.

D'un côté, celle des États, ou plutôt de leurs gestionnaires, les Tobbak ou les Chevènement. Pour eux, derrière chaque sans-papier se cache un colonne submergeante de crève-la-faim qui, en vagues successives, fuyant leurs enfers terrestres, vont envahir l'Europe. Tétanisés par la pression conservatrice d'une partie grandissante de la population laminée par la crise sociale, ces "socialistes" d'un type nouveau construisent un mur de barbelés autour de ce qui reste encore (toute proportion gardée) leur îlot de relative prospérité : "On ne peut pas accueillir toute la misère du monde" nous disent-ils, le ventre rond. Comme ils se réclament toujours de

grands principes humanistes, ils entrebâillent encore la porte de la forteresse "Europe" et accueillent, au compte-goutte, quelques centaines de "réfugiés politiques" dûment estampillés, rejetant dans l'abîme celles et ceux, qu'hypocritement, ils qualifient de "faux réfugiés" ou de "réfugiés économiques". À leurs yeux, la misère, l'oppression, le manque de tout et du reste, la possibilité de vivre une existence "normale" liée au simple hasard du lieu de sa naissance et de la couleur de son passeport ou de sa peau, ne posent pas de questions politiques... Les "droits de l'homme" ne se limitent-ils pas aux citoyens et aux frontières de l'empire ?

Face à eux, les militant(e)s des Collectifs contre les centres fermés et contre les expulsions. Pour eux, chaque personne internée est d'abord, et avant tout, une femme, un homme, un enfant... mis sous les verrous pour la seule et unique raison qu'ils ne possèdent pas les bons papiers, au bon moment, au bon endroit. "Un être humain ne peut être illégal" nous disent-ils. Entre des lois iniques et leur conscience, entre l'État et les valeurs de la fraternité, entre le réalisme du marché et la solidarité humaine, ils ont choisi. Contre le sinistre symbole que représentent des camps, entourés de barbelés et de guérites, où l'on enferme des réfugiés "uniquement" sur la base de leur appartenance nationale, ils se saisissent de l'arme de l'action directe et de la désobéissance civile pour tenter de bloquer physiquement la grande machine à déporter. Ils s'emparent aussi de l'arme médiatique pour sonner le tocsin et tenter de réveiller une population indifférente, voire pire, crispée sur ses derniers "privilèges". Et ce faisant, ils obligent chacun d'entre nous à prendre position clairement dans ce qui n'est pas un débat d'opinion mais une affaire de vies et de morts.

Rendez-vous le dimanche 4 octobre à Vottem pour
crier haut et fort notre refus d'un système cannibale
où le bonheur des uns se paie par la misère des autres.

Roger Noël - Babar
Alternative Libertaire
27 septembre 1998

L'adresse utile

Collectif Contre les Expulsions

02/544.18.18

ccl@altern.org

*ALTERNATIVE LIBERTAIRE
ET LA COORDINATION AUTONOME DES
TRAVAILLEURS
VOUS INVITENT AU...*

**Sixième Camp'anar
à Tournai
les 10 et 11 octobre
1998**

Le Réseau Anarchiste Tournaisien (R@T) organisera le
prochain
(et oui, déjà le sixième) camp'anar les 10 et 11 octobre
à Tournai.

Au programme

Samedi 10 octobre

- **À 14 heures** : débats. Le thème du dernier camp'anar à

Spa était "l'organisation du mouvement libertaire". Nous prolongeons en vous soumettant ici quelques réflexions censées ouvrir le débat que nous avons intitulé La lutte et ses moyens.

Afin d'être présents plus largement que dans notre quartier et dans notre ville, ne serait-il pas temps d'organiser une campagne collective d'informations sur toute la Belgique francophone (tout en gardant l'autonomie des groupes, bien sûr) qui nous permettrait de faire apparaître davantage le pôle libertaire et d'avoir ainsi une communauté de discours... première étape avant de pouvoir mettre sur pied des actions communes. Quelles sont les limites de nos luttes (légalité, illégalité). Face aux injustices, on a raison de désobéir... oui, mais comment ? Pour celles et ceux qui ne pourraient venir à Tournai, nous avons prévu de faire une synthèse des débats. Celles et ceux qui désirent faire une intervention de fond seront sympas de le faire par écrit afin de faciliter le travail des rapporteurs.

- **À 19 heures** : apéro musical et repas convivial.
- **À 21 heures** : *On l'a pas fait 'sprès !* un spectacle désopilant présenté par le **Gogol Expérience Théâtre** of Péruwelz.

Dimanche 11 octobre

- **À partir de 11 heures**, nous organisons une journée conviviale (même familiale) ouvertes aux associations de la région qui nous permettra de mieux faire connaissance : présentations, échanges d'expériences, possibilités d'agir ensemble...

Pratique

Vous recevrez un plan lors de votre inscription au journal. La participation aux frais est de 250 francs par personne et par repas (samedi soir et/ou dimanche midi). Possibilités de loger sous tente ou d'être hébergé chez les copains (places limitées, les premiers inscrits seront les premiers

servis).

Fred

BON DE RESERVATION

Les Ami(e)s d'Alternative Libertaire
et la Coordination Autonome des Travailleurs
vous invitent au sixième barbecue camp anar
organisé par le Réseau Anarchiste
Tournaisien

les samedi 10 et dimanche 11 octobre à
Tournai

Participation aux frais : 250 fb ou 50 ff par
repas

Une inscription préalable est indispensable
pour éviter les gaspis !

Je soussigné

Adresse et téléphone

Je réserve pour le samedi soir le dimanche midi
..... personne(s) =

que je verse sur le compte 001 0536851 32 ou par chèque

À renvoyer à Alternative Libertaire

B.P. 103 à 1050 Ixelles 1

par fax au 02/649.40.46

par e mail roger.noel@skynet.be

ÉDITORIAL AL 210 - OCTOBRE 1998

RECONSTRUIRE

UNE ESPÉRANCE

Depuis quelques années,
un nouveau mouvement social
s'affirme...

Il s'exprime dans les luttes autonomes des chômeurs (le Collectif Chômeur, pas chien ! ou le CACH à Bruxelles, mais pas seulement...), dans l'occupation d'immeubles vides (le Centre Social, le Kaputt, le squatt Jonruelle, la rue Rossini, l'ex- Château de la Solitude des Compagnons du Partage, mais pas seulement...), pour les sans-papiers (le Collectif Contre les Expulsions, celui contre le Centre fermé de Vottem, mais pas seulement...), pour l'affirmation citoyenne face à l'arbitraire d'État (l'association Pour la Vérité, certains Comités Blancs, mais pas seulement...), contre le pigeonnage ultra-libéral (le Collectif Bancotax...), pour la solidarité internationale (notamment avec les Zapatistes)...

Toutes ces luttes et quelques autres, ont permis de voir émerger des collectifs qui s'efforcent de rassembler ces nouveaux acteurs et de faire converger leurs luttes. Ce mouvement social constitue un pôle d'autonomie et de radicalité qui pourrait permettre de reconstruire une alternative politique porteuse d'un projet de transformation de la société. Mais c'est là où se situe le maillon faible.

Bien que distinct de la gauche institutionnelle (PS, Écolo, syndicats...), ce nouveau mouvement social semble incapable de se débarrasser du poids du passé (double effet dévastateur de l'échec du "socialisme réalisé" et du social-libéralisme). Et l'on se dit que le plus grand succès du pouvoir réside dans le fait que celles et ceux qui se battent aujourd'hui contre ce système ne soient même plus capables de lui opposer une véritable alternative de société.

Pourtant, plusieurs signes montrent que l'utopie et la transformation sociale rencontrent un écho qui va au delà des habituels convaincus.

Cette problématique est au cœur de l'essor d'une nouvelle génération d'intellectuels qui se retrouvent aujourd'hui aux côtés de tous les "sans" (les amis de Pierre Bourdieu, en France, en sont la meilleure illustration). Leurs réponses ne sont pas toujours les nôtres et s'en éloignent souvent considérablement (nostalgie de l'État providence, négation de l'individu qui ne serait qu'un produit du libéralisme, illusions parlementaires...), mais ce qui importe est que la question de la possibilité d'une alternative radicale soit à nouveau posée avec force. Ce qui est nouveau aussi, c'est que ces franges intellectuelles radicalisées ne se contentent pas de témoigner par la plume mais prennent parti dans les luttes (voir les soutiens nombreux aux actions du Collectif contre les Expulsions ou au Centre Social de Bruxelles...). Tout cela est positif.

La nature ayant horreur du vide, il est compréhensible que la transformation sociale redevienne objet de débat. Ne pas nous situer dans une perspective de transformation sociale nous conduirait à accepter de situer notre action dans les limites imposées par les orientations libérales retenues actuellement.

Alors, anti-libéralisme ou anti-capitalisme ?, État providence ou autogestion ?... le temps est sans doute venu d'engager le débat non seulement avec les militants convaincus mais également dans le nouveau mouvement social.

Faute de le faire, nous laissons le monopole de l'espoir en politique à une gauche rose/verte institutionnelle qui ne fait que gérer la crise sociale, mais surtout à l'extrême-droite qui attend son heure.

Parce qu'il existe une attente et même un espoir en direction de ce nouveau mouvement social, il nous appartient d'aller plus

loin, de penser l'impensable, de rêver d'une autre société afin de pouvoir faire vivre de tels rêves.

C'est pourquoi nous nous efforcerons dans les mois à venir de relayer et d'animer ce débat dans nos colonnes en invitant aussi nos lecteurs(trices) à s'y exprimer. C'est notamment par le débat, la confrontation, l'échange permanents qu'il sera peut être possible de surmonter l'indifférence, les sectarismes, les divisions, les luttes dérisoires pour l'hégémonie groupusculaire et le cannibalisme politique qui nuisent à la crédibilité de la gauche radicale en général et du jeune mouvement social en particulier.

Alternative Libertaire

FRANCE / ÉLECTIONS DE JUIN 1999 / APPEL...

Pour l'autonomie du mouvement social

**À l'heure où, notamment chez Écolo, certains
jouent
à la pêche aux candidatures dans la société
civile,
il nous semble important de relayer cet
appel...**

Au sortir de la décennie 80, qui aura vu triompher une "révolution conservatrice", une dynamique de mouvements qui relèvent globalement du cadre associatif et syndical -mais avec une présence effective, militante, de citoyen(ne)s qui ne s'identifient à aucune organisation - se crée à partir de la volonté d'agir pour l'égalité d'accès aux droits et de lutter contre les exclusions et le chômage.

Nous sommes, parmi beaucoup d'autres, des acteurs et actrices de ce mouvement social militant(e)s d'associations et de réseaux de lutte contre le

chômage, la précarité, les exclusions ; syndicalistes, citoyen(ne)s, intellectuel(le)s, chercheurs, artistes résolument engagés dans ces luttes.

Nos expériences, fruits de trajectoires militantes, de cultures politiques de terrain, plus ou moins théorisées parfois proches, souvent différentes mais jamais antagonistes, se sont enrichies d'un travail en commun depuis des années dans le cadre de "réseaux" informels.

Avec le souci premier de se mobiliser dans l'urgence avec les acteurs concernés : chômeurs et salarié(e)s précaires, jeunes sans qualification et sans revenus, mal-logés et sans-logis, SDF, interdits de circuler, sans-papiers non régularisés, toutes celles et ceux qui se trouvent en situation de relégation sociale, ou en voie de l'être. Sur des revendications précises, dans des actions sur des objectifs ciblés, ces mouvements de lutte s'affrontent aux pouvoirs publics ainsi qu'aux décideurs économiques et ébranlent le consensus politique institutionnel, quasi généralisé, autour de la fameuse "pensée unique" !

Ces luttes convergentes traversent le champ politique sur des thèmes essentiels : la dégradation structurelle de l'accès à l'emploi et la précarisation des conditions de travail dans une économie de marché en constante dérégulation ; l'abandon progressif de l'idée même de service public ; l'accroissement des richesses corollairement à celle des inégalités et de la pauvreté ; le retour à l'ordre moral pour les femmes ; l'accès interdit aux droits fondamentaux pour un grand nombre ; la privation de la liberté de circuler pour les étrangers...

Cette régression sociale est au cœur de la crise de la représentation politique institutionnelle. Ce qui nous motive et qui nous réunit dans la diversité de nos interventions, c'est le désir de participer à un projet de transformation sociale sans lequel il n'y aura pas d'alternative possible au libéralisme, c'est la volonté d'agir, au quotidien pour inscrire cette alternative dans la réalité, au prix d'immenses difficultés que nous ne saurions ignorer.

Ce qui permet de rendre crédible ce débat totalement ouvert sur un projet de transformation sociale est la non-instrumentalisation des mouvements qui le portent ; seule condition pour qu'il devienne à terme un réel débat public.

Or, il semble que les prochaines échéances électorales notamment les élections européennes de juin 1999, inciteraient certains à se poser la question de l'utilisation politique de ces mouvements et à envisager des listes intégrant des militant(e)s associatifs, des syndicalistes, des intellectuel(le)s...

Certains proposent cette perspective en étant persuadés de suivre la seule voie possible à l'élaboration de cette alternative ; d'autres n'imaginent pas d'autre issue que le soutien critique à la "gauche plurielle", voire à un "centre gauche".

Dans tous les cas, nous faisons pourtant le constat d'une même conception d'un rapport hiérarchisé et instrumentalisé du mouvement social vis-à-vis du mode de représentation politique institutionnel. Cette voie risque fort de mener rapidement à une impasse.

Nous ferons donc le pari de l'autonomie des mouvements de lutte contre toute forme de domination et de relégation sociale, non pas comme un dogme, mais comme une dynamique encore à construire pour explorer d'autres pistes d'accès à une société solidaire et égalitaire.

Cet appel, publié dans Libération le 3 août 1998, est signé, notamment, par des syndicalistes de la CGT, de la CFDT, de la FSU, de SUD, de l'École émancipée... par des adhérents d'associations comme Droit devant!, Droit au Logement, AC!, Collectif de Sans-papiers, SCALP-Réflex, Les Graphistes associés, Libercena Esperanta Grupo... et par des individualités telles Alain Bihr, Susan George, Maurice Rajfus, Léon Schwarzenberg...

AL 210 / OCTOBRE 1998

Rappel des faits avant la mort de Sémira Adamu

Le 21 juillet, à 7 heures du matin, des fonctionnaires de l'Office des Étrangers embarquent Sémira Adamu, sans en avoir préalablement averti son avocat, pour l'emmener à Zaventem et procéder à son expulsion du territoire. Sémira Adamu a vingt ans... Elle s'est enfuie du Nigeria parce que l'on tentait de lui faire épouser de force un sexagénaire dont elle serait la quatrième femme. Elle s'est réfugiée à diverses reprises au Togo mais à chaque fois elle a été retrouvée et ramenée au pays. Le 25 mars, avec l'aide d'amis, elle arrive en Belgique. L'accès au Territoire lui est aussitôt refusé et tout ce qu'elle connaît à l'heure actuelle de notre pays se limite à l'aéroport et au centre fermé 127 bis de Steenokkerzeel. La raison de ce refus d'accès au territoire... la Convention de Genève ne prévoit rien pour les cas de maltraitance des femmes ! Par chance, Sémira réussit à entrer en contact avec le Collectif Contre les Expulsions, créé le 20 avril 1998, qui décide de suivre son cas de près.

Ce 21 juillet donc, Sémira Adamu est conduite manu militari à l'aéroport. Mais c'est sans compter avec le Collectif qui, comme chaque fois qu'un vol pour Lomé (Togo) est annoncé, est présent pour tenter de convaincre des passagers de s'opposer au décollage dès lors qu'une personne entravée se trouve sur le vol. Et de fait, une passagère refuse de s'asseoir tant que Sémira n'aura pas quitté l'avion... Et celle ci est ramenée au 127 bis.

Le soir-même, toujours à l'appel du Collectif Contre les Expulsions, une cinquantaine de personnes participent à une manifestation de solidarité aux flambeaux devant ce centre fermé au cri de Liberté pour les sans-papiers. Les détenus, se mettent à chanter et à crier à l'unisson, ce qui a pour résultat de faire sortir les gardiens de leurs gonds et de les rendre violents. Face à ces actes de violence, des détenus commencent à briser des fenêtres et quelques dizaines d'entre eux s'évadent par des ouvertures sectionnées dans les grillages. Si plusieurs sont repris le soir même, une vingtaine réussit à retrouver la liberté et est toujours aujourd'hui dans la clandestinité.

Outre cette évasion spectaculaire, la soirée s'est soldée par la garde à vue de 17 membres du Collectif dont sept ont été déférés devant le juge d'instruction et inculpés sur base de l'article 77 de la loi Vande Lanotte qui criminalise toute aide à des personnes en séjour illégal...

Cette action d'éclat du 21 juillet a eu la chance aussi de bénéficier d'une large couverture médiatique, ce qui a provoqué un nombre considérable d'appels et de manifestations concrètes de soutien émanant tant d'associations que de personnalités et de simples citoyens outrés par la politique d'internement et d'expulsion de notre pays.

Le mouvement contre les centres fermés et contre les expulsions était bel et bien relancé.

Tant et si bien d'ailleurs que le 1er septembre, le Collectif de résistance aux centres pour étrangers, créé après la manifestation du 1er mars à Vottem, donnait, devant les grilles du centre fermé du même nom (le premier en Wallonie) dont la rue où il est situé a été symboliquement rebaptisée rue du camp de la honte devant les caméras de télévision, le signal d'une campagne de protestation d'un mois dont l'aboutissement fut la manifestation nationale du 4 octobre à Liège en attendant celle annoncée pour la fin de l'année devant les six centres fermés du pays.

Le mardi 22 septembre au matin, Sémira Adamu était étouffée par les gendarmes chargés de la sixième tentative d'expulsion.

La semaine qui suivit des dizaines de manifestations ont lieu en Belgique mais aussi en France, en Espagne, en Italie et en

Angleterre.

Plus de 5.000 personnes participent à un hommage funèbre à la cathédrale St Michel à Bruxelles le samedi suivant.

Passé le stade de l'émotion, le combat difficile contre les expulsions et pour la fermeture des centres fermés pour étrangers continue...

INTERVIEW / BABAR / AL 210 OCTOBRE 1998

Antifascisme ou anti-capitalisme

Une interview publiée
dans le magazine **RésistanceS**

L'interview que nous reproduisons ci-dessous, est parue dans le numéro 5 (hiver 1998) du trimestriel **RésistanceS**, la publication des résistants au fascisme et à la pensée unique.

Le dossier de ce numéro porte le titre *Démocratie ? En Belgique !*

Vous y trouverez des articles concernant la démocratie dans les domaines sociaux, politiques, des médias et bien d'autres. **RésistanceS** publie également une interview du philosophe Pierre Ansay.

L'abonnement pour 5 n° à **RésistanceS** est de 700fb (abonnement normal), 1.000fb (abonnement de soutien) ou 1.400 fb (abonnement institutions donnant droit à deux numéros) que vous pouvez virer au compte 001-2970175-14. RésistanceS ne perçoit aucun subside et vit grâce à ses abonnés.

Pour plus de renseignements, contactez-nous au 0477/43.01.65 ou écrivez-nous BP 54 à 1060 Saint Gilles 2. Visitez aussi [notre site internet](#).

Vous pouvez également vous procurer le triangle rouge, symbole choisi par les antifascistes, au prix de 100fb la pièce.

Roger Noël, alias Babar, imprimeur, anime à Bruxelles le journal Alternative Libertaire. Ce journal, qui ne veut percevoir aucun subside tant il est jaloux de son indépendance, ne vit que de ses abonnements et de ses ventes.

Fondée en 1975, Alternative Libertaire tente, au carrefour du mouvement anarchiste historique, de l'écologie sociale, du féminisme radical et du socialisme antiautoritaire, de développer des débats et des actions qui fassent avancer le "schmilblick" vers une société sans aliénation sociale, sans oppression politique et sans exploitation économique.

• **La Belgique fonctionne-t-elle selon vous de façon démocratique ?**

La "démocratie" actuelle n'est qu'un mythe, car comme le disait si bien notre camarade Bakounine : « Tant qu'il n'y aura pas d'égalité économique et sociale, l'égalité politique ne sera qu'un mensonge ».

Formellement, on nous dit que c'est le peuple qui décide de son destin mais, dans les faits, c'est une caste de professionnels de la politique qui, via une série de procédures de représentation, décide à sa place. Et puis, à l'heure de la mondialisation, quelle est encore la part de pouvoir de la sphère politique nationale ou régionale... Une décision prise par quelques financiers à Wall Street peut avoir bien plus d'influence sur notre devenir que n'importe quel débat parlementaire.

• **Seriez-vous prêt à vous battre pour la "démocratie" en Belgique ?**

Aujourd'hui, nous vivons dans une "démocratie parlementaire représentative". Cela veut dire que tous les quatre ans le peuple est obligé d'aller voter (en tout cas ceux qui en ont le droit, les autres n'ont qu'à aller se promener...) et qu'entre ces deux échéances, il n'a plus que ses yeux pour pleurer car il n'a aucune possibilité de pouvoir démettre les professionnels qui le représentent.

Ceci étant dit, il est clair que nous préférons de loin vivre dans une "démocratie parlementaire représentative" que dans une dictature. Nos possibilités d'action, d'expression, de vie, de peser sur l'évolution de la société sont plus ouvertes dans une "démocratie" que dans une société totalitaire qu'elle soit d'extrême-droite ou stalinienne... Décidément, oui, la "démocratie parlementaire" est une fiction !

Un nouvel apartheid social

Ceci dit, les causes qui provoquent le développement de l'extrême-droite aujourd'hui, sont intimement liées à la nature même du système... capitaliste dans lequel nous vivons.

Contrairement à l'image caricaturale véhiculée par certains marxistes, l'actuelle (re)montée de l'extrême-droite n'est pas le fruit d'un "complot fasciste fomenté par la bourgeoisie contre la classe ouvrière"...

Je préfère d'ailleurs parler "d'extrême-droite" que de "fascisme" (qui est intimement lié à une période historique dominée par la panique organisée du "péril rouge") et peut-être même, celui de "populisme réactionnaire", dans le sens où cette résistible ascension se développe principalement sur les souffrances sociales de ce nous appelons les "petits blancs". Cette expression nous vient directement de la guerre d'Algérie où, rappelons-le, ceux qui ont été les plus féroces contre le mouvement de libération nationale, étaient surtout des petites gens qui perdaient tout dans cette indépendance, et non les grands bourgeois propriétaires terriens qui avaient déjà pris soin de revendre leurs biens pour racheter des domaines dans le Sud de la France ou en Corse.

Poursuivant l'image, aujourd'hui, ce sont ces mêmes "petits belges", laminés par la crise sociale, qui forment la base électorale de l'extrême-droite. Ce sont eux qui, dans les quartiers pauvres, sont directement en compétition avec les immigrés pour leur survie économique et sociale : pour la location d'un appart, pour une place dans la file de chômage, pour un boulot ou pour caser les enfants dans une colo. La seule façon de convaincre ces petites gens, qui nous sont proches socialement, ce n'est pas de leur faire de beaux discours moralisateurs du haut des beaux quartiers, mais de répondre réellement à leur désarroi, à leur révolte et à leur mécontentement. Non pas, comme l'extrême-droite, en désignant des boucs-émissaires, mais en mettant le doigt sur les véritables responsables de la crise sociale induite par la financiarisation à outrance de l'économie et par les restructurations dues à la révolution technologique et à la mondialisation : la destruction massive du travail humain devenu non nécessaire. Si pour accroître ses bénéfices, le capital a de moins en moins besoin du travail de cette main d'œuvre peu qualifiée, il faut oser désigner ceux qui profitent de cette restructuration : les capitalistes (ceux qui possèdent le capital) accumulent des bénéfices records !

La seule façon de combattre contre l'extrême-droite aujourd'hui, c'est de lutter contre les causes sociales profondes qui lui permettent de se développer : une société fondamentalement inégalitaire où les riches s'enrichissent toujours plus et où les pauvres sont rejetés dans des bantoustans sociaux, comme de vieux objets dont on n'a plus besoin. Alors, tant que cela ne concernait que les marginaux, tout le monde s'en foutait, mais maintenant que cela touche la classe moyenne (le pilier politique de la "démocratie parlementaire représentative"), panique à bord, et cela donne le Front National qui vise les 20 % aux prochaines européennes en France.

Pour en revenir à la démocratie, rappelons que le peu qu'il en reste dans le système actuel est le fruit des luttes que nous (et nos parents) avons menées : on ne nous a jamais donné quoi que ce soit sans que nous nous battions pour l'obtenir ! Ces acquis, nous devons continuer à les faire vivre, à les défendre mais surtout nous devons continuer à en conquérir de nouveaux. Si certains se rendent compte que des libertés démocratiques sont aujourd'hui mises en danger, c'est avant tout... de leur faute (et de la nôtre). Depuis trop longtemps, le mouvement social est dans un rapport de force particulièrement défavorable face aux partisans de l'ordre et aux

nostalgiques d'un passé révolu. Ce sont eux qui malheureusement, avec ou sans la pression de l'extrême-droite, tiennent le discours dominant dans la société, ce sont eux qui génèrent les "normes" actuelles.

Si les libertés sont en danger aujourd'hui c'est parce que dans nos têtes nous sommes moins libres, moins en démocratie. Nous avons trop intégré le discours de l'ordre et de ce fait nous sommes devenus moins aptes à imaginer les utopies qui doivent nous pousser vers l'avant. Ce qui nous manque le plus, c'est d'avoir la tête dans les étoiles tout en gardant les pieds sur terre. Historiquement, nous savons pourtant que la société n'évolue que quand des "fous" imaginent l'impensable. La démocratie, par exemple, comme ces "fous" de sans-culottes qui se battirent en France, en 1789, pour une République de Liberté, d'Égalité et de Fraternité... face à une monarchie absolue de droit divin forte de plus de 1000 ans de domination.

Par exemple, au-delà des manifestations-promenades-pétitions-respectueuses-à-nos-élus, le mouvement social doit oser, à nouveau, mener des réflexions et des actions plus innovantes et plus radicales. À cet égard, ce qui se passe du côté du Centre social de Bruxelles, du Collectif Contre les Expulsions, du Comité Vottem ou du Collectif Chômeur, pas chien ! (pour ne citer que ceux-là) nous réjouit beaucoup car, concrètement, ils reprennent l'offensive, ils osent mener des actions légitimes sans se laisser enfermer dans le piège de la "légalité" (les lois sont faites pour être changées). En un mot, ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est oser penser autrement que la norme sociale, oser désobéir, oser agir, oser se battre, s'exprimer et imaginer d'autres futurs.

Sans jouer à l'ancien combattant, rappelons qu'à la fin des années 70, l'État détenait le monopole de la radiodiffusion; il était donc illégal, pour de simples citoyens de s'exprimer par ce média. Nous trouvions cette limite à notre liberté d'expression inacceptable et à une poignée (nous étions trois au début), nous nous sommes organisés pour diffuser des émissions dans l'illégalité, nous avons eu des problèmes avec les flics, des saisies, des coups de matraque, des arrestations, des procès, etc. mais sur la ligne d'arrivée, nous avons gagné, la loi a changé. Ce que je veux dire par là, c'est que pour conquérir ou faire vivre des libertés démocratiques dans la "démocratie parlementaire représentative", il faut avoir le courage et la volonté de mener des actions même si elles sont illégales. Nos libertés ont été, sont et seront toujours le résultat de rapports de force et de notre détermination.

• Croyez-vous qu'il y ait une réelle menace de prise de pouvoir par l'extrême-droite ?

Parfois, je pense que l'extrême-droite est un phénomène normal dans une société en mouvement, il y a toujours, dans la population, une frange ultra-conservatrice, réactionnaire. Avant 1989, pour la canaliser, on lui jetait l'os du "péril rouge"... mais qui y croit encore ? Leur angoisse du changement, leur crispation sur les "traditions" d'un passé nostalgique s'est donc réorientée vers de nouvelles peurs.

Je ne pense pas qu'il y ait un danger immédiat de prise de pouvoir direct par les quelques rigolos d'extrême-droite que nous connaissons en Belgique francophone. Ce qui m'inquiète, c'est leur capacité à pousser et à obliger (symboliquement) les

partis de la droite traditionnelle à prendre en compte leurs discours et à les relayer dans les institutions. N'oublions jamais qu'en Allemagne en 1933, l'extrême-droite n'arrive au pouvoir que grâce à une alliance avec la droite traditionnelle (d'où l'extrême dangerosité d'un type comme Bruno Mégret par rapport à Le Pen). Dans ce domaine, un signe inquiétant est le vote du décret Suykerbuyk, moins sur le fonds que sur le fait qu'un interdit moral ait été transgressé : les parlementaires du CVP ont mélangé leurs voix avec celles du Vlaams Blok...

• Justement, il est important de ne pas se focaliser sur l'extrême droite, mais d'être vigilants quant aux nombreuses dérives des partis traditionnels. Quel est votre point de vue ?

D'abord, quelques questions. Dans le processus actuel de mondialisation de l'économie, quelle est encore la part du politique, de l'État-nation, dans l'élaboration du devenir d'une société ? Quelle est encore sa légitimité ? Comment l'État peut-il encore se présenter devant la population en affirmant qu'il l'organise et la défend alors que des règles supra-nationales suppriment les acquis sociaux locaux (voir les négociations sur l'AMI, le FMI...) ?

Exclu de la sphère de décision économique par des cénacles multinationaux dont il devient de plus en plus le larbin, l'État n'a plus d'autre choix que de se replier sur ses fonctions régaliennes de maintien de l'ordre. Dans cette conjoncture, le danger d'une dérive autoritaire pour imposer le nouvel ordre mondial aux populations n'est pas à exclure. Le danger autoritaire se situe plus aujourd'hui dans l'appareil d'État que dans les groupuscules d'extrême droite. Ce ne sont pas des "fascistes" qui expulsent les sans-papiers mais les très socialistes ministres de l'intérieur de France et de Belgique !

Il me semble que l'"antifascisme" de certains milieux d'extrême-gauche se trompent d'ennemis, quand il n'est pas purement et simplement manipuler par certains milieux du PS (du social-libéralisme), qui en agitant l'épouvantail de "la démocratie en danger", canalisent l'énergie protestataire d'une jeunesse qui autrement, se dirigerait contre sa propre gestion...

Le véritable danger autoritaire se trouve aujourd'hui, dans les structures mêmes de l'État et dans les partis "démocratiques" qui avalisent le nouvel ordre mondial et anticipent les attentes du populisme réactionnaire.

• Pourriez-vous nous décrire le modèle de société démocratique selon les anarchistes ?

D'abord, des revendications transitoires applicables immédiatement.

En un, la suppression du vote obligatoire. Un droit, une liberté (comme le bonheur ou le meilleur des mondes), ne peuvent être obligatoires. Chacun doit avoir la possibilité de poser un geste de défiance global en refusant de participer à une prise de décision. C'est une question de liberté démocratique.

En deux, nous voulons remettre la délégation de pouvoir sur sa tête. Aujourd'hui, dans le rapport entre le mandaté et le mandant, c'est toujours le premier qui détient la position de force. C'est absurde. Nous voulons que le rapport s'inverse et qu'il

soit clair qu'à tout moment ce sont les mandants qui fondent les décisions et non la nomenclature des mandataires. Ainsi, on pourrait imaginer un mandat impératif où les représentants soient mandatés pour une tâche précise, un mandat dont ils ne soient pas les propriétaires (comme ces parlementaires qui changent de formation politique en cours de législature). Cela permettrait de pouvoir contrôler ceux à qui ont a donné mandat.

Dans le même ordre d'idée, nous revendiquons la possibilité de pouvoir révoquer un représentant à partir du moment où ses mandants estiment qu'il sort de son mandat. Sans cela, vous continuerez à signer des chèques en blanc à des mandataires que vous ne contrôlerez pas et nous continuerons à dénoncer "le cirque électoral".

Pour les libertaires, la base de toute société est l'individu (et son autonomie) : on ne fera jamais le bonheur des masses si on ne fait pas le bonheur de chacun des bouts de masse en particulier. Nous estimons que les citoyens sont des adultes majeurs et responsables et qu'ils n'ont nul besoin d'être coraqué par une autorité qui s'arroge le droit de les censurer et de réglementer leur liberté... pour autant que celle-ci n'écrase pas celle d'un autre individu. Mais, et c'est une différence fondamentale, contrairement à ce que disent les libéraux et comme le disait si bien le camarade Bakounine « La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou la négation de ma liberté, en est, au contraire, la condition nécessaire et la confirmation ». Si pour nous, le noyau de base est l'individu, nous pensons que celui-ci ne peut s'épanouir que dans la solidarité, dans la collectivité, dans l'entraide, parmi ses frères. C'est une banalité de le redire, mais l'homme est un animal social qui n'a survécu que grâce à l'entraide (voir les textes de Kropotkine à ce sujet). Politiquement, cette association solidaire d'individus libres se traduit dans le fédéralisme libertaire par l'autogestion. C'est-à-dire dans une société qui soit organisée horizontalement par la fédération libre des individus en collectifs de base, puis, d'échelon en échelon, par la libre fédération des collectivités locales, régionales, continentales, mondiale. Autonomie individuelle, solidarité et entraide entre égaux, autogestion et organisation horizontale, fédéralisme libertaire sont les maîtres mots de notre projet.

Contrairement aux sociaux-démocrates ou aux écolos, nous pensons que l'État est fondamentalement une structure d'oppression... quelle que soit la couleur de la cerise sur le gâteau. La fonction première de l'État n'est pas de "redistribuer" ou de favoriser des liens égalitaires entre des individus libres, mais bien de gérer des rapports de force, des rapports d'exploitation économique et de domination sociale dans la société. Comme le disait le camarade Proudhon dans son Idée générale de la révolution au XIXe siècle, « Être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni titre ni la science, ni la vertu... Être gouverné, c'est être, à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concusionné, pressuré,

mystifié, volé ; puis, à la moindre réclamation, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale ! Et qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon ; des socialistes qui soutiennent, au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, cette ignominie ; des prolétaires qui posent leur candidature à la présidence la République ! ».

Nous pensons donc, que pour vivre dans une société réellement démocratique, il faut supprimer l'État et créer une structure nouvelle qui repose non plus sur la peur de la répression (armée, police... l'État ne s'arroge-t-il pas le monopole de l'utilisation de la violence... jusqu'à l'arme nucléaire ?) mais sur la libre adhésion et sur le débat entre égaux.

Pour terminer, soulignons que, pour nous, l'exigence démocratique ne se limite pas à la sphère politique (politicienne ?) mais s'étend à tous les domaines de la vie, à tous les rapports humains : hommes/femmes, enfants/parents, jeunes/vieux, locaux/immigrés, nord/sud, manuels/intellectuels...

Par exemple, quand nous critiquons le salariat, c'est non seulement le rapport d'exploitation économique que nous combattons (le vol de la plus-value), mais aussi la relation de domination autoritaire. Car le salariat, c'est non seulement vendre sa force de travail, mais aussi (surtout) accepter toutes les règles d'obéissance à la hiérarchie, vendre ses bras ou sa tête mais aussi sa liberté et son autonomie.

Il n'y a pas d'endroit moins démocratique, dans une société capitaliste, qu'une entreprise !

• Quelles seraient les solutions pour arrêter la progression de l'extrême-droite ?

Pour commencer, que chacun à son niveau (au travail, dans la famille, dans son club de foot...) réapprenne à réfléchir par lui-même. Chaque fois que le discours commun de l'ordre s'impose à un individu comme une évidence indépassable, c'est un peu de l'extrême-droite qui a gagné. Nous devons arrêter de nous complaire dans cette situation "qui pourrait être pire après tout". Il nous faut nous remettre en mouvement pour réaliser à nos aspirations profondes. Que chacun se pose la question du sens et de la finalité. Je pense qu'à ce moment-là, l'extrême-droite aura perdu d'avance car elle ne pourra plus manipuler ces hommes libres, comme elle le fait d'habitude, avec ses troupes composées de petits soldats qui obéissent au Chef, à l'Ordre et à la Bible.

Nous devons retrouver les chemins d'une véritable émancipation !

Propos recueillis pour RésistanceS
par Christine Mathy

**Pour plus de renseignements,
contactez-nous au 0477/43.01.65**

ou écrivez-nous BP 54 à 1060 Saint-Gilles 2.

À CONTRE COURANT / ALAIN BIHR / AL 210

Les médias outils de dépolitisation

En transformant le monde en un spectacle que le public est tenu de seulement contempler passivement, les médias fonctionnent comme de formidables machines à dépolitiser le corps social...

La manière dont, dans leur immense majorité, les médias ont rendu compte des récents mouvements sociaux (notamment les grèves de novembre-décembre 1995 et la mobilisation des chômeurs du début de l'année) a confirmé, après d'autres épisodes (lors de la crise et de la guerre du Golfe), le rôle de "chiens de garde" qu'ils jouent au sein de l'ordre social actuel.

Si ce rôle saute aux yeux dans ces moments exceptionnels d'épreuves de force, où des millions de gens descendent dans la rue des jours durant pour contester le pouvoir, il ne doit pas faire oublier l'effet moins visible mais plus insidieux qu'ils produisent à longueur d'années, lorsque l'ordre règne sans contestation ouverte, si ce n'est sans grogne ni ressentiment.

Car les médias ne se contentent pas de contribuer, par leur désinformation, leurs dénigrements, leurs mensonges mêmes, à rétablir l'ordre lorsque celui-ci est troublé par des mouvements sociaux. Ils contribuent plus fondamentalement à créer les conditions qui rendent proprement exceptionnels de pareils troubles. Dans leur fonctionnement actuel, par toute une série d'effets pervers, ils sont devenus de formidables machines à engendrer la passivité politique du corps social.

Le spectacle du monde

Ce qu'il faut incriminer ici en premier lieu, c'est la manière dont les médias, et tout particulièrement la télévision, transforment le monde en spectacle. Les différents procédés de la mise en scène médiatique du monde sont assez bien connus : choix des aspects les plus spectaculaires (en particulier les plus dramatiques) de l'actualité (cf.

L'image du jour) ; privilège accordé à l'image sur le texte, au vécu (au témoignage, au récit, au pathos) sur l'analyse et le commentaire ; réduction de l'actualité aux faits et aux paroles de quelques grandes "vedettes" de l'économie, de la finance, de la politique, du showbiz, de la religion ou du sport ; amplification du devenir-spectacle de bon nombre de pratiques sociales elles-mêmes, y compris la politique et la culture. Le tout concourant à un effet de déréalisation projeté sur un écran par ailleurs envahi par la publicité, les variétés, les fictions en tout genre, l'actualité mondiale prend elle-même un aspect irréel. Loin de nous faire pénétrer dans le monde, de nous rapprocher de lui, les médias nous coupent de lui, nous en éloignent.

En parodiant (et en inversant) une thèse célèbre de Marx, on pourrait dire que ce que les médias proposent, c'est non pas de transformer le monde, pas même fondamentalement de le comprendre, mais bien de le contempler passivement comme un spectacle permanent par eux monté, un spectacle qui joue tous les jours à guichets fermés.

L'opacification du monde

Car - second effet pervers - par leur manière même de nous le présenter, les médias sont, pour la plupart, bien incapables simplement de nous faire comprendre la marche du monde. On pourrait dire qu'ils produisent un effet d'opacification du monde, le rendant littéralement incompréhensible, impénétrable, insaisissable.

Il faut ici incriminer plusieurs procédés coutumiers de la présentation médiatique de l'actualité. Tout d'abord, l'absence de toute hiérarchie claire et stable des valeurs : les médias excellent dans l'inversion, dans la perversion même faudrait-il dire, des valeurs ; le traitement du fait divers le plus anodin (à condition qu'il soit spectaculaire) ou d'un soi-disant événement sportif (ou culturel) passe avant l'information sur tel événement, fait, processus aux répercussions sans commune mesure avec le précédent. En définitive, tout est mis sur le même plan, tout s'équivaut, donc plus rien de valeur, puisqu'il n'y a en définitive de valeurs que dans le cadre d'une échelle des valeurs.

Cette indifférence aux valeurs, véhiculée par la présentation médiatique du monde, n'exclut pas que les médias puissent se faire, insidieusement ou d'une manière ouverte, le relais d'une véritable vision du monde, en se transformant en ateliers de confection d'un véritable prêt-à-penser. Il suffira ici d'évoquer la manière dont la quasi totalité d'entre eux ont orchestré, depuis plus de dix ans, la litanie néo-libérale, en contribuant largement au succès de ces anti-valeurs que sont l'esprit d'entreprise, la réussite individuelle, l'argent et la finance, etc.

Le désordre formel (le désordre dans la forme même de la présentation du monde) n'exclut pas l'adhésion à ces valeurs qui font

l'apologie d'un monde précisément réduit au choc chaotique de cette guerre de tous contre tous qu'est en définitive le marché.

Contribue également à l'opacification médiatique du monde le règne de l'éphémère qu'impose la dictature de la simultanéité : il ne faut parler que de ce qui se passe et dans l'instant même où cela se passe, en temps réel comme il est dit aujourd'hui ; véritable antiphrase qui occulte que le temps, c'est précisément la durée et non pas l'instantanéité.

Cela exclut évidemment le recul nécessaire à une juste évaluation de l'événement, mais tout aussi bien et surtout le suivi de l'information, sans lequel la compréhension ou même la simple rétention de celle-ci deviennent impossibles. Les informations se chassent ainsi les unes les autres, s'annulant du même coup, vidant la mémoire et l'esprit du public.

Ce qui conduit à évoquer les effets de la sur-information médiatique qui appauvrit plus sûrement encore la connaissance du monde que son contraire, la sous-information produite par exemple par la censure. Parler de tout et de n'importe quoi, de préférence dans n'importe quel ordre, est le plus sûr moyen pour que celui à qui on s'adresse soit incapable de s'en souvenir et pour faire naître dans son esprit l'idée que le monde n'est décidément qu'un chaos inextricable. Si vous en doutez, livrez vous à un exercice simple. Après la vision d'un journal télévisé, proposez à une tierce personne d'énumérer rapidement les sujets qui y ont été abordés dans l'ordre où ils l'ont été. Vous serez effarés par le degré de déperdition de l'information.

Il faut enfin incriminer, pour expliquer leur effet d'opacification du monde, la décontextualisation de l'actualité qui sévit dans la plupart des médias. Ce dont il est question est rarement replacé dans le contexte spatio-temporel, socio-politique, cul-turel, etc, qui seul peut le rendre intelligible et lui donner sens. De même que l'information est le plus souvent livrée de manière brute, sans référence au contexte dans lequel elle est a été produite, sans aucune distance critique par conséquent.

La dévalorisation des médiations politiques

Troisième effet pervers des médias la dévalorisation des médiations politiques traditionnelles (les associations, les syndicats, les partis, l'État lui même), ces médiations grâce auxquelles précisément l'action collective pouvait prendre forme et par l'intermédiaire desquelles le simple citoyen pouvait avoir prise sur le monde. Certes ces médiations sont aujourd'hui en crise pour bien d'autres raisons ; mais les médias ont contribué, pour leur part, à leur discrédit. Il ne s'agit pas seulement de la manière dont ils ont souligné leur sclérose ou leur dégénérescence (pensons à la manière dont ils se sont emparés de la

récente série d'"affaires" politico-financières, propres à alimenter leur soif de spectaculaire). Est aussi en cause la manière dont ils ont fait entrer ces médiations elles-mêmes dans une logique de spectacularisation, dans le devenir-spectacle du monde, en permettant par exemple à leurs leaders de devenir des "vedettes" médiatiques, des "héros" de l'actualité ; ou en les incitant à se lancer dans des gesticulations spectaculaires ("petites phrases", déclarations fracassantes, "coups médiatiques", etc.), toutes choses propres à accentuer la distance bureaucratique et symbolique entre la base et le sommet de ces organisations, contribuant ainsi à leur dégénérescence. Il est symptomatique de ce point de vue que l'on ait vu émerger au cours de ces dernières années, dans les démocraties occidentales, des hommes politiques qui doivent leur succès non pas à leur carrière au sein des médiations politiques traditionnelles mais précisément aux médias et à leur maîtrise des médias. Pensons par exemple à Tapie mais aussi à Le Pen en France, à Berlusconi en Italie, à Perrot aux États-Unis, etc.

Mais il y a plus fondamental encore de ce point de vue. Non seulement les médias ont contribué à dévaloriser les médiations politiques traditionnelles, mais ils ont de plus en plus tendance à se substituer à ces médiations, à s'imposer comme la seule médiation politique possible : comme le seul lien entre l'individu et le tout social, un lien en fait réduit à sa plus simple expression, c'est-à-dire à un simple fil ou un simple flux d'ondes. Pour illustrer ce point, il suffit d'évoquer le rôle fondamental joué par les médias (et là encore particulièrement par la télévision) dans la dégradation de l'action politique en action humanitaire. Pensons par exemple aux actions spectaculaires du type Téléthon ou Restaurant du cœur, Un paquet de riz pour la Somalie, ou Une pensée pour Sarajevo (ndlr AL : voir le voyage des parents Russo dernièrement en Afrique...).

Dans tous ces cas, l'individu est visé en tant que personne privée, elle-même décontextualisée (considéré en dehors de son contexte social), invitée à ou plutôt sommée de se mobiliser pour d'autres personnes privées. Il serait plus juste de dire qu'elle est sommée de s'immobiliser devant son écran, l'action qui lui est proposée se réduisant le plus souvent à l'envoi d'un chèque ou au versement de quelques larmes... Le sujet collectif, sans lequel il ne peut y avoir d'action politique, se trouve réduit à la pseudo-communauté médiatique, qui n'a en fait plus rien en commun qu'un réseau qu'elle ne contrôle en rien.

L'atomisation devant l'écran

Cela suggère un quatrième effet pervers des médias, tout aussi désastreux du point de vue de la capacité du corps social à se

mobiliser politiquement : son atomisation sous l'effet de la privatisation de la vie sociale et d'un individualisme grandissant. Sans doute les médias ne sont-ils pas les seuls ni même les principaux facteurs de ce processus qui tient fondamentalement aux rapports de production actuels. Mais les médias y ont apporté une contribution spécifique. Le propre des moyens de communication de masse modernes est en effet de permettre la communication entre des individus isolés, coupés les uns des autres. En fait ils instituent une communication non seulement unilatérale, qui place le récepteur dans la situation de ne pas pouvoir se faire lui-même émetteur en modifiant le message reçu, donc qui le coince dans son isolement ; mais de plus une communication qui n'est pas fondée sur la participation à une action collective (travailler, habiter, lutter) ni à groupe concret (la famille, l'équipe de travail, le voisinage, la section syndicale ou le groupe politique) mais qui se réduit au simple branchement sur le réseau de diffusion de l'information au sens large. Ils confortent ainsi la coupure grandissante entre les individus qu'imposent précisément les rapports de production actuels.

La dévalorisation du jugement personnel

Je terminerai en soulignant un dernier effet pervers des médias qui a été jusqu'à présent peu relevé par les spécialistes de l'analyse des médias, en l'occurrence ce qu'on pourrait appeler la dévalorisation de l'expérience politique immédiate. L'emprise des médias se mesure en effet aussi, et peut-être même surtout, au fait qu'ils ont fini par s'imposer comme la médiation indispensable à la formation du jugement politique de l'individu ; j'entends par là sa capacité à comprendre le fonctionnement de la société globale, mais aussi à se former une idée sur ce que ce fonctionnement pourrait ou devrait être, à se repérer en conséquence sur la scène politique, etc. On retrouve là d'ailleurs un des présupposés fondamentaux de la démocratie moderne, à savoir que le citoyen se doit d'être formé politiquement, et que cette formation suppose l'information ; les médias se sont emparés de ce présupposé en imposant l'idée qu'eux et eux seuls étaient capables d'informer et donc de former le citoyen. Ce faisant, ils ont, à mon sens, dévalorisé l'expérience politique et le jugement politique que tout un chacun peut acquérir immédiatement au sein de sa famille, sur son lieu de travail ou son lieu d'habitation, dans les relations sociales quotidiennes et ce qu'elles laissent inévitablement transparaître des rapports d'exploitation, de domination, d'aliénation qui structurent nos sociétés, mais aussi des transformations possibles et souhaitables de ces rapports. Si les médias fonctionnent comme appareils idéologiques (en masquant et justifiant à la fois ces rapports d'oppression), c'est d'abord et fondamentalement par leur

dévalorisation de cette expérience politique immédiate.

Il faudrait détailler ici les mécanismes par lesquels s'opère cette dévalorisation. Je me contenterai d'en signaler quelques uns : l'ignorance pure et simple de cette expérience qui, par elle-même, équivaut à sa délégitimation (quand donne-t-on la parole à des gens de peu pour leur faire parler simplement de leur vie et de ce qu'ils savent et pensent du monde ?) ; sa "folklorisation" ou sa raillerie (par exemple dans les fictions, ou lors des séances de radio trottoir ou de reality show) ; ses modes de confrontation aux discours officiels ou savants, qui placent cette expérience au mieux en situation d'illustration parcellaire et confus de ces derniers et qui, le plus souvent, sont destinés à la discréditer, à la faire apparaître comme une simple opinion sans fondement ni légitimité.

En transformant le monde en un spectacle que le public est tenu de seulement contempler, sans d'ailleurs la plupart du temps rien ne pouvoir y comprendre ; en dévalorisant les médiations politiques traditionnelles comme en s'instituant en médiation politique unique qui ne médiatise en définitive que le voyeurisme ; en contribuant à atomiser le corps social ; en coupant chacun de la capacité à former son sens politique au gré de son expérience quotidienne de l'oppression, les médias fonctionnent de nos jours comme de formidables machines à dépolitiser le corps social, largement responsables de l'atonie actuelle de nos sociétés démocratiques. Comment comprendre sinon cette formidable contradiction apparente que tout un chacun peut constater au quotidien : la passivité du corps social croît à la mesure de son information médiatique ? Alors que le spectacle du chômage, de la misère, de la guerre, des génocides même nous est offert en continu, et de plus en plus en direct, alors que l'information à leur sujet est surabondante, le nombre et la radicalité des actions destinées à s'y opposer, ou plus largement à ouvrir la voie à un autre monde, sont allés diminuant ces dernières années, en dépit de quelques sursauts.

Alain Bihl
À Contre Courant
1 rue Hugo à 52100 Bettancourt
[Visiter leur site](#)
[Leur écrire](#)

Le titre original de l'article est "Les médias comme appareils de dépolitisation".

Les intertitres sont de la rédaction d'AL.

•
*UNE COLLECTIVITÉ AGRICOLE LIBERTAIRE /
AL 210*

Los Arenalejos

**Ils sont une poignée à vivre cette
aventure
au cœur de l'Andalousie.**

Tout a commencé il y a douze ans. Nous en avons alors ras-le-bol de vivre dans une société qui nous proposait, pour tout projet de vie, la prostitution du salariat et la compétition de tous contre tous. À l'horizon donc, aucun imaginaire social bien réjouissant. En tout cas, rien à mettre en œuvre dans le présent, car si les paradis (libertaire ou autres) ne manquent pas, ils sont toujours remis aux calendes grecques.

Il y a douze ans donc, nous débarquions dans cette superbe vallée andalouse proche de Malaga : mille cinq cents oliviers à l'abandon, des terres en friche, les ruines d'un moulin à huile protégées par l'ombre d'un palmier, des restes de canalisation d'irrigation à quelques centaines de mètres d'un rio. La beauté d'un site à l'état pur...

Nos conditions de vie étaient particulièrement rudes. À l'époque, nous étions six, cinq adultes et un enfant. Puis d'autres enfants arrivèrent, d'abord une petite fille, suivie de deux garçons. Joie et beauté en plus. Qu'allait-on leur offrir sur cette enclave de quinze hectares ?

Nous avions besoin d'une cohérence pour vivre ensemble des relations que nous voulions égalitaires et harmonieuses au sein du groupe, mais aussi avec notre environnement écologique et social. Et même si nous avions de bons rapports avec les voisins des villages aux alentours, cette cohérence n'en serait pas une si elle restait limitée à notre collectivité, entre nous, même si c'était au milieu de la plus belle des natures et avec la plus satisfaisante des activités. Nous risquions d'étouffer, de nous recroqueviller. Il nous fallait trouver la charnière qui nous ouvrirait au monde. Après des débats qui durèrent trois ans, tout en continuant notre pratique agricole quotidienne, c'est dans la tradition libertaire que nous avons trouvé le fil conducteur : Kropotkine et l'entraide, Élisée Reclus, les naturalistes libertaires

espagnols et les réalisations des collectivités de 1936-1939, en passant par Mai 1968, pour en arriver tout naturellement à l'écologie sociale de Murray Bookchin. Notre projet se structurait, il s'inscrivait, tout comme celui de Comunidad del Sur (Uruguay) dans une perspective communaliste libertaire, partie intégrante du projet d'écologie sociale.

L'importance du pari en faisait tout son intérêt. Comment créer une contre-culture vivante, riche, variée et complexe comme la vie elle-même, si ce n'est en s'enracinant dans un quotidien qui expérimente les bases d'une société écologique qui ne peut qu'être libertaire ?

Un imaginaire social de libération ne peut plus se nourrir d'une simple prise de parole qui, finalement, n'est pas très différente des discours politiques. Il nous faut dépasser le discours de "propagande" moraliste ou protestataire, caractéristique du mouvement libertaire, si nous voulons séduire plus largement que les cercles de convaincus, car il n'y a pas de création sans séduction préalable. Notre recherche voulait embrasser tous les domaines de la vie et c'est sans doute celui des relations humaines qui nous a ouvert les portes de nouvelles connaissances. Car, ce sont bien les relations entre les humains, déterminées par la société qui, à leur tour, remodelent sa structure. Celle-ci n'étant, en fin de compte, que la somme et la manière dont s'articulent ces relations.

Kropotkine disait que l'origine de l'exploitation de la nature se trouvait dans l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais cette dernière ne commence-t-elle pas et ne se perpétue-t-elle pas dans la domination de l'enfant par l'adulte ? N'est-ce pas dans l'inconscient (les deux tiers de la personnalité, dit-on) que s'installent les valeurs

.....
piliers de la société par l'organisation de la carence dans l'abondance ? Et surtout, la notion de propriété, qui est à l'origine de l'agressivité, le nerf de la guerre économique capitaliste.

Ces réflexions, nées de nos difficultés relationnelles avec les nombreux visiteurs et du trop peu de candidats à l'intégration dans le projet, nous ont permis de comprendre que le succès d'une révolution, certes indispensable, ne sera pas le fruit, comme d'aucuns l'annoncent d'une façon simpliste, d'un simple changement des seules macro-structures. De plus, s'il est relativement facile de s'unir contre ou autour d'un drapeau, il en va tout autrement quand il s'agit de s'unir pour créer, pour inventer de nouvelles manières de vivre. D'où l'indispensable changement parallèle des micro-structures psychiques qui déterminent nos comportements. C'est sans doute dans la première enfance que se situe la clef de ce changement, d'où l'importance de notre activité en faveur d'une grossesse désirée, d'une naissance à la maison et d'une relation amoureuse sans entrave entre l'enfant et la mère.

Les bases d'un être humain nouveau, avec une infinie confiance dans

la vie et dans ses propres capacités relationnelles étant posées, il nous faut ensuite, avec beaucoup d'attention, apporter les "matériaux" adéquats, les plus riches et les plus variés possible pour qu'il ou elle se construise. C'est tout le but d'une pédagogie libertaire qui s'adresse non seulement à l'enfant mais également à l'adulte, pour apprendre à devenir le plus autonome possible, car c'est aussi grâce à notre capacité créative que nous devenons libres de faire le choix de nos solidarités. C'est ça, l'école de la vie.

Voici donc résumées très brièvement ces années de réflexions au milieu d'une activité (trop) intense tous azimuts. Il nous aura fallu toutes ces années pour restaurer le "cortijo", un ancien moulin à huile d'un étage et d'une surface au sol de 150 m²; construire un atelier de céramique avec deux tours et un four. Le tout éclairé par une éolienne et des panneaux solaires.

Ces infrastructures sont néanmoins insuffisantes, car nous avons bien compris que si nous voulions vivre en collectivité à plusieurs "familles", un espace propre et indépendant pour chacune d'entre elle est indispensable. C'est la fonction des maisons individuelles que nous avons commencé à construire (l'une d'entre-elle accueillera une nouvelle famille en octobre). Nous réserverons pourtant toujours un espace commun qui servira de centre d'accueil et d'hébergement pour les visiteurs, ainsi que de lieu d'apprentissage pédagogique et de centre de production.

De ces terres abandonnées que nous avons trouvées en arrivant, nous avons fait un jardin avec ses potagers et ses deux cents cinquante avocatiers et manguiers sur trois hectares. Le tout cultivé en agriculture biologique grâce à un système de permaculture et de canalisation.

Mais, quand nous parlons de nos réalisations, nous nous devons d'insister sur le fait que celles-ci ne sont pas seulement le fruit de notre travail mais aussi de celui d'un vaste réseau de compagnons qui de France, de Belgique, de Hollande... ont apporté leur pierre à l'édifice. Dès le début, nous reçû le soutien des anarcho-syndicalistes de la CGT espagnole et de la CNT. Une souscription lancée par cette dernière nous a permis d'acquérir un tracteur. Des maçons de la CNT nous ont aidé à restaurer et à construire des bâtiments. Les liens restent d'ailleurs très étroits avec le mouvement libertaire ibérique et nous pouvons dire sans prétention que nous sommes une référence pour de nombreux libertaires et écologistes espagnols.

Nous avons également, petit à petit, tissé des relations avec d'autres initiatives alternatives comme l'école libertaire Bonaventure en France ou votre journal, Alternative Libertaire, en Belgique.

Dans le registre des projets, il nous faut également vous parler de la création de notre fondation, la Fundacion Los Arenalejos para la investigacion y el desarrollo de la Ecologia Social qui devrait nous

permettre de jeter un pont supplémentaire entre ceux qui habitent ici, en Andalousie, et les autres compagnons qui veulent explorer cette nouvelle démarche. La vocation de cette fondation est, comme son nom l'indique, la recherche et la diffusion de l'écologie sociale par tous les moyens possibles et imaginables, le premier étant celui de notre propre pratique. Mais nous voulons également communiquer avec le mouvement social, c'est pourquoi nous co-éditons des livres (notamment les textes de Bookchin en espagnol) et nous éditons une feuille d'information, La Hoja, qui nous permet de diffuser le fruit de nos recherches, la chronique de nos activités et les évolutions dans notre façon de vivre et nous organiser.

Parallèlement nous cherchons à élargir et à consolider la collectivité en accroissant progressivement le nombre de ses membres. Ces nouvelles intégrations se faisant, aujourd'hui, plus par une approche et une connaissance mutuelle à partir des activités concrètes que par une simple discussion idéologique. Sur cette terre, pourraient vivre en harmonie entre vingt et trente personnes.

Mais nous ne voulons pas en rester là. Notre propos, certes ambitieux, c'est la création d'une communauté de communautés, comme disait Kropotkine, afin de tisser cet indispensable réseau du quotidien libertaire, ce bouillon de culture vivant fait de toutes ces différences qui n'en finissent pas de s'enrichir.

Los Arenalejos
Lista de correos
29567 Alozaina (Malaga)
00.34.95.211.25.30
arenalejos@mail.litefeanjo.es

Si vous désirez vous rendre à Los Arenalejos, n'oubliez pas de prévenir à l'avance. L'accueil de nombreux visiteurs n'est pas chose facile pour cette collectivité qui vit principalement en autarcie et dont les capacités "monétaires" sont plus que limitée. Certaines périodes de l'année les "visites" sont par ailleurs "suspendues" pour leur permettre de se retrouver...

AL 210 / LOS ARENALEJOS DANS LE TEXTE

Transformation sociale

et transformation culturelle

**Ce texte est la contribution de la collectivité
Los Arenalejos au colloque international sur la
culture
libertaire organisé en 1996 par l'A.C.L. de Lyon.**

Pour admettre cette approche de la révolution, il faudrait d'abord nous défaire du mythe du jour J, du Grand Soir et concevoir que demain ça n'existe pas ou, si l'on préfère, que demain n'existe que dans la mesure où il commence aujourd'hui... Qu'il n'y a pas de chemin tout tracé, que celui-ci se dessine, s'élabore en marchant, ici et maintenant, tout comme nous avons admis dans nos milieux, depuis fort longtemps, que la fin et les moyens, c'est un peu la même chose. Même s'il nous faut admettre que la révolution sera mondiale ou ne sera pas, question de temps, bien sûr... Mais une transformation sociale authentique ne peut se faire que dans le temps, précisément parce qu'il est urgent de casser l'essentiel : cet axe vertical qui traverse la société de part en part mais qui également traverse chacun d'entre nous.

Cela suppose et à la fois débouche nécessairement sur une transformation des relations humaines. Une entre connaissance comme disait Étienne de La Boétie.

Rien à voir avec le fanatisme ou l'activisme à tout crin, souvent produits par la frustration. Cela suppose qu'à partir de nos inévitables difficultés relationnelles surgies avec la mise en place de structures horizontales, autogérées, nous mettions, par nécessité vitale, toute notre énergie à nous comprendre. Comprendre d'abord comment se sont établies les hiérarchies de dominance qui nous habitent et comment elles se reproduisent à notre insu par le jeu d'un pouvoir toujours plus subtil, mais aussi pour les déjouer et éviter de les perpétuer.

La difficulté surgit lorsque nos références passent obligatoirement par le filtre de la société que nous voulons détruire parce qu'elle porte en elle-même le germe de la destruction de la vie. Paradoxalement, la culture libertaire naît, même si c'est par opposition, à partir de la culture établie, tout comme l'anarchie découle de l'arché.

Mais, être contre signifie-t-il n'être pour rien, comme d'aucuns le suggèrent ? Est-ce qu'il faut, comme nous le préconise A. Garcia Calvo, se complaire dans la négation étant donné que les propositions ne peuvent venir que "d'en haut" ? Certes, la négation est un élément

important, voire un élément clé, dans la culture libertaire. Traquer le pouvoir dans les moindres interstices, nier l'ankylose, le ron ron quotidien, la mort en quelque sorte, dans n'importe quelle société fût elle libertaire, est un ressort puissant, indispensable pour une culture vivante, une culture du vivant, du spontané.

À ce stade, on s'aperçoit quand même qu'il y a un pour. Et, même si on se situe à contre courant, à la faveur d'une contre culture, essayons d'échapper à l'épidermique réaction négative, la culture systématique du contre. Une culture qui inhibe toute action tournée vers l'espoir, comme un mur qui nous bouche l'horizon. Cette recherche ne peut devenir passionnée et le demeurer, voire même augmenter que si l'on a "goûté", "savouré" la liberté, parce qu'alors on a le désir de la perpétuer. Entendons par liberté la réalisation de soi, multipliée par celle des autres, dans le plus de domaines possibles. C'est seulement cette culture libertaire bien enracinée, ancrée positivement dans notre mémoire devenue collective qui peut, par sa richesse, sa cohérence et ses "solutions propositions" pratiques, nous fournir l'occasion de faire sauter nos blocages et nos protections qui se traduisent par la propriété privée, toutes expressions confondues, et par les moyens mis en œuvre pour la défendre et la perpétuer. Ainsi, confiants en nous mêmes, en notre nature, en la nature, nous pourrions susciter une indispensable transformation sociale, radi-cale, positive, progressive, ascendante sur les chemins de la création et de l'imaginaire écologique et social. Notre pratique fécondée par nos recherches, et vice versa, nous a fourni quelques pistes. Nous vous les soumettons.

Des limites de l'activité pamphlétaire

Évidemment ça changerait de l'image intellectuelle, pamphlétaire, épidermique et visionnaire d'un anarchisme qu'il faut bien qualifier de moribond depuis l'avènement du franquisme en Espagne.

Paradoxalement, et c'est là notre chance, il fleurit de temps à autre dans des mouvements sociaux spontanés auxquels nous ne pouvons fournir l'alternative libertaire, c'est à dire la cohérence de notre vision globale des moyens faute de richesse culturelle vivante et actuelle.

En relation avec cette constatation, le passage suivant de M. Cartier (1) peut nous fournir une piste : « Ce serait une erreur de penser que les masses ne se révoltent pas faute d'informations au sujet des mécanismes d'exploitation économique. En réalité, la propagande révolutionnaire qui vise à expliquer aux masses l'injustice sociale et l'irrationalité du système économique s'adresse à des sourds. Ceux qui se lèvent à cinq heures du matin pour aller travailler à l'usine et qui, en plus, doivent passer deux heures par jour dans le métro ou les trains qui les amènent sur leur lieu de travail, sont obligés de s'adapter à cette existence, éloignant de leur esprit ce qui est susceptible de les

remettre en question. S'ils pensaient qu'ils sont en train de détruire leur propre vie au service d'un système absurde, ils se suicideraient ou, pour le moins, deviendraient fous. Pour éviter cette prise de conscience angoissante, ils justifient leur existence en la rationalisant. Ils repoussent tout ce qui pourrait les perturber et acquièrent une structure de caractère adaptée aux conditions dans lesquelles ils vivent. Par conséquent, une attitude idéaliste qui consiste à expliquer aux gens qu'ils sont opprimés ne sert à rien, puisque ces personnes sont obligées de supprimer leur perception de l'oppression afin de pouvoir la supporter. Les propagandistes révolutionnaires disent qu'ils veulent provoquer des prises de conscience. L'expérience démontre que leurs efforts sont rarement couronnés de succès. Pourquoi ? Parce qu'ils se heurtent à tous les mécanismes de défense inconscients et à toutes les rationalisations que les personnes construisent pour ne pas prendre conscience de leur propre exploitation et du vide de leur existence ».

La séduction

Martin Buber disait qu'une révolution c'est une espèce d'accouchement et qu'elle était donc peu probable sans une conception préalable. Et, pour qu'il y ait conception, deux paramètres sont nécessaires : séduction et rencontre. Séduire avec des pamphlets ou des démonstrations intellectuelles semble bien limité pour les raisons invoquées par Cartier. Cela paraît être encore dans nos milieux, l'action par excellence. Pourtant, il nous faudrait aller bien au delà pour qu'elle passe vraiment au stade de création. Création au quotidien, création du quotidien, et enfin séduction du quotidien libertaire. Séduction et rencontre.

Comment se reproduit la société

Placé dans le quotidien libertaire, on aperçoit par tous ses sens que ce vécu libertaire n'est pas facile. C'est notre structuration psychique qui en est surtout la cause.

Ce sont nos propres difficultés relationnelles, mais aussi "l'arrivée" des enfants qui nous ont permis d'avancer des éléments de réponse. Nous sommes maintenant persuadés que la mesure de l'impact de notre "contre culture" sera, entre autres choses, mais surtout un changement de mœurs, un changement radical des rapports entre adultes et enfants car comme le dit Murray Bookchin (2) : « On ne saurait trop insister sur la dimension biologique que Briffault apporte à ce que nous appelons société et socialisation. C'est un facteur décisif, non seulement parce qu'il replace les origines de la société dans la longue histoire de l'évolution animale, mais aussi parce qu'il intervient dans la façon dont nous recréons constamment la société

dans notre vie quotidienne. L'apparition du nouveau né, et les soins intensifs qu'il doit recevoir pendant de nombreuses années, nous rappellent que ce n'est pas seulement un être humain qui est ainsi reproduit, mais la société elle même ».

Naissance et maternité libidinales

Nous, lorsque nous avons refusé, plus par sensibilité que par rationalisation, l'asepsie de l'hôpital et, par conséquent, la voie de la médicalisation pour l'accouchement, nous ne savions pas jusqu'à quel point cela changerait nos conceptions relationnelles entre adultes et enfants et, par ricochet, entre adultes. Cela nous a permis de mieux comprendre nos propres limitations, donc de mieux nous tolérer d'une part, mais aussi de mieux les travailler d'autre part.

Face à l'arrivée de la vie, face au refus de l'inhumain des hôpitaux structurés pour médicaliser et robotiser le double phénomène accouchement/naissance, nous avons choisi la maison, la relation, l'alternative. L'accouchement n'étant pas pour la mère un acte médical, mais part entière de sa sexualité. La naissance n'étant pas pour l'enfant traumatisme et souffrance mais une épreuve, sans doute la première, et, en tout cas, certainement la plus importante.

Il a fallu se lancer, se documenter. D'autres femmes avaient fait des recherches dans ce domaine, dans le sens de l'autogestion d'une facette importante de leur vie. Des hommes ont également suivi. Les résultats pratiques immédiats sont assez surprenants et nous redonnent une extraordinaire confiance en notre nature, en nos instincts.

Nous avons découvert que la maternité pouvait signifier plaisir, que l'accouchement pouvait être vécu dans la jouissance et non dans la souffrance lorsqu'on se laisse aller au libre arbitre de l'instinct qui, de lui même, nous indique la marche à suivre. Ensuite, il est réconfortant de constater que le nouveau né s'en porte beaucoup mieux. En fait, il s'agit de sa première relation qui, comme pour la mère, est sexuelle au sens le plus large. Une sexualité qui n'intéresse pas les marchands, soit dit en passant. À partir de la conception, il n'y a pas de dépendance du fœtus puis du nouveau né vis à vis de la mère, comme on veut toujours nous le faire croire, dans l'obsession des hiérarchies, mais interdépendance. Interjouissance, car c'est le plaisir qui guide la vie. Faire de l'accouchement un acte essentiellement douloureux et faire que nous naissions d'une mère endolorie, frustrée, donc pas disponible, c'est le résultat d'une stratégie millénaire de notre civilisation pour court circuiter le désir et la pulsion qui anime la vie, selon le principe du plaisir.

La manipulation de l'accouchement/naissance

Tout cela dans le but de manipuler le moi primaire des êtres après

leur naissance. Pour ce faire, on a éliminé la mère libidinale, en robotisant les fonctions reproductrices du corps féminin. La femme occidentale est héritière de Judée et de Grèce qui ont organisé la reproduction humaine en soumettant la femme et en dégradant la maternité. Elles ont converti la maternité en un viol du corps féminin, réprimant systématiquement la sexualité et plus concrètement la sexualité utérine. « La femme actuelle est socialisée dans la rupture psychosomatique entre la conscience et l'utérus » (Merelo Barberà, 1980).

Pendant l'accouchement, le nouveau né perd la relation harmonieuse avec son milieu. Il souffre de compression et d'asphyxie. Ce sont en général ses premières souffrances d'angoisse, de peur et de perte de confiance en son entourage, ce qui entraîne un manque au niveau de sa perception de l'entraide. La sen-sation et le sentiment de carence, dus au manque d'harmonie initiale, font leur apparition. Tout comme l'angoisse, la douleur et la peur sont très importantes (beaucoup de nouveau nés en portent les marques). La méfiance et la peur de revivre cette expérience laissent aussi leurs traces dans le moi primaire.

L'accouchement dans la douleur et sans désir maternel constitue le début de notre socialisation dans le monde patriarcal. Une fois coupée la dynamique produite par l'interaction libidinale et rompu l'accouplement mère bébé, se sentant en quelque sorte "orphelin", le petit être humain est pris dans une spirale de carence et de peur de manquer. Cette peur ne lui laissera d'autres options que de vivre dans la soumission et l'appropriation des êtres et des choses, s'adaptant ainsi "au principe de réalité". On est en droit de penser qu'il s'agit là de la genèse de l'état de soumission inconsciente, le premier maillon de la chaîne. Est ce la "malencontre" dont parle La Boétie ?

Tout ne s'arrête pas là, la suite est tout aussi importante. La souffrance du nouveau né, on l'accentue en niant l'accès au corps tant désiré de la mère. Lui, ce qu'il veut, c'est continuer à écouter le bruit du cœur, téter le colostrum, puis le lait, être au chaud, peau contre peau. En fait, la séparation même momentanée entre la mère et le nouveau né, comme chez tous les mammifères, c'est la destruction de "l'empreinte".

C'est cette "empreinte" qui permet, à travers tout un processus hormonal, la reconnaissance libidinale instinctive, de la part de la mère, des désirs du nouveau né puis du bébé. La mère devient alors le milieu idéal où le bébé développe la production de ses propres désirs, la pulsion de recherche du bien être, le développement du moi primaire. Cette courte période suivant immédiatement la naissance, si elle est manquée, aura des conséquences néfastes pour la mère et le nouveau né qui "perd son milieu naturel" et la confiance ; la mère ne reconnaissant plus les désirs du petit. Elle rejette alors libidinalement

le bébé pour le reprendre avec un amour intellectuel, représentatif, plus qu'émotionnel. Elle lui donne à manger selon les diktats de la science pédiatrique et de l'organisation sociale, c'est à dire qu'elle lui évite la faim et le froid, couvre ses nécessités mais abandonne le petit dans la solitude. Elle devient insensible à ses pleurs et à sa souffrance. Pour elle, ce sera la dépression post partum considérée normale. Donc, bien avant la raison d'État ou l'accumulation du capital, il y a la raison de l'adulte qui affirme qu'"il est normal que les enfants pleurent" ou qu'ils sucent une sucette en plastique. Les frustrations primaires sont la forge de l'être humain dans cette société. L'accumulation de rage, de colère, etc. que commence à emmagasiner le nouveau né, débouche sur ce qu'on appelle thanatos inné qui, nous le voyons bien, n'a rien d'inné. Cela n'est pas nouveau, c'est l'ordre patriarcal qui s'est imposé souvent à feu et à sang, détruisant les autres formes d'organisation sociale pacifiques, matriarcales. Tous les peuples guerriers (Spartiates, Sioux, etc.) ont pratiqué une destruction systématique de l'empreinte (sans doute par connaissance empirique) d'une façon ou d'une autre mais dans un même but : augmenter l'agressivité de leurs combattants (3).

Chez les Juifs, un rite instituait la "purification" de la femme juste après l'accouchement. Chez les Grecs, les femmes de l'élite dominante cherchèrent des Doulas pour les remplacer dans la fonction maternelle. Il en est de même dans nos société où ce sont les "sciences modernes" : médecine, psychologie, etc., mais aussi l'État (éducation) et la publicité qui se chargent de dévaloriser cette fonction, de la banaliser ; à tel point que la sexualité ne devient que génitale, et les normes progressistes adoptent un point de vue patriarcal sans le savoir. Car même si le souci du "géniteur" de se rapprocher davantage du nouveau né constitue un progrès dans l'égalité des sexes, il n'en demeure pas moins que "prendre" la place de la mère constitue un acte patriarcal. Car enfin si nous parlons de libre arbitre, il suffirait de dormir nus côte à côte. On s'apercevrait que le bébé n'hésite pas un seul instant pour diriger sa libido. Ça, c'est le respect des différences et la complémentarité des sexes. Le plus fondamental et déterminant pour le nouvel être humain. Bien sûr, pour cela, il nous faudra perdre la peur de la mère étouffante et viser à ne pas l'être en reconsidérant sa propre histoire.

En tout cas, tout tend à démontrer tant dans la pratique que dans l'étude des peuples pacifiques et sans hiérarchie que la satisfaction des désirs biologiques, c'est ce qui fait la première condition de la sociabilité véritable d'un être humain.

Cela va encore bien au delà de ce que pensait Reich, le précurseur, puisqu'il s'agit de laisser libre cours à la sexualité dès le départ sans qu'un manque à la base ne vienne fausser les pulsions ultérieures et entraîne ce "vide" (4) si nécessaire à la société de consommation. Pour

bien comprendre l'importance et le déterminisme de ces premiers instants de la vie et des trois années qui suivent chez l'être humain, il convient de comprendre notre nature première (la seconde étant la culture). C'est à dire, au départ, notre biologie. C'est Henri Laborit qui le mieux nous a fait comprendre ce mécanisme : « Pour l'animal comme pour l'homme, le premier objet à construire est l'individu lui-même. L'élaboration du schéma corporel demande quelques semaines à quelques mois chez l'animal, deux à trois ans chez l'homme. Cette élaboration précoce est indélébile, d'où l'importance du rôle de l'environnement au cours des premiers mois pour l'animal, des premières années pour l'homme. À ce stade, le cerveau est encore plastique et immature. Cette période, c'est la période dite de l'empreinte durant laquelle d'innombrables synapses font leur apparition en fonction du nombre et de la variété des stimuli tandis que d'autres inutilisés disparaissent » (5).

Des recherches toutes récentes aux États-Unis (6) vont encore plus loin quant à l'interaction mère nouveau né au niveau cérébral. Ainsi Myran Hofer de l'Institut psychiatrique de l'État de New York informe que la mère fournit ce qu'il appelle « les modulateurs occultes » du nouveau né, en le berçant, l'alimentant, le regardant, le caressant. Pendant les premiers six mois de la vie, « le bébé établit une représentation mentale de sa relation à la mère », dit-il. « Les interactions régulent les mécanismes neurologiques de l'enfant pour son comportement et pour les sentiments qui commencent à se développer à ce moment [...] Il peut y avoir une période cruciale pour le développement émotionnel entre huit et dix huit mois, affirme Géraldine Dawson, c'est dans cette période que les enfants apprennent à réguler leurs émotions » (7).

Lorsqu'on sait que ces circuits émotionnels s'établissent aussitôt et de façon permanente, on comprend qu'on puisse parler d'œdipe, de parricide, de thanatos et de pulsion de mort, mais c'est seulement l'expression de la souffrance et de la révolte du bébé.

Il devient donc urgent de reconsidérer cette interrelation mère enfant, des mœurs et des structures qui les déterminent, surtout de la part des libertaires.

Deux précisions toutefois pour éviter toute susceptibilité "bienveillante" : il ne s'agit pas d'écarter l'homme de cette relation, bien au contraire, mais de tout mettre en œuvre pour favoriser en priorité l'accouplement libidinal mère enfant, puis permettre le continuum jusqu'à ce qu'autonomie s'ensuive. Ce couple émotionnel se diluant petit à petit, d'autant plus vite que plus de richesse environnementale de temps et d'espaces lui seront fournis.

L'autonomie forcée n'étant en fin de compte que frustration et dépendance intériorisées, une sorte d'attache psychique permanente. L'effort des deux sexes, c'est l'entraide dans la richesse prodiguée par

les différences, pour restructurer des espaces où les femmes puissent développer leur maternité libidinale là et partout où elles l'entendent : à l'atelier, dans les champs, à l'école, etc., sans qu'elles soient coupées de leurs centres d'intérêt mais aussi sans obligation d'être productives.

Tout cela devrait s'accompagner de la création d'un archétype différent de la femme, mais aussi de la maternité. Nous, femmes et hommes, devons développer un symbolisme nouveau où le sentir est quelque chose de concret, proche, uni au naturel, aux formes perceptibles.

En fait, seul un ensemble de facteurs cohérents visant un changement radical vers une société libertaire pourra permettre une maternité libidinale où hommes, femmes et enfants pourront enfin se réaliser dans leurs différences.

On a souvent dit que la femme est plus près de la nature, et que la mort de la mère signifiait la mort de la nature. C'est un symbole qui n'est peut être pas vide de sens.

Cela a certainement quelque chose à voir avec un instinct plus développé chez la femme étant donné son cycle hormonal lunaire et sa capacité à donner la vie. En tout cas, c'est sans doute cette expérience de maternité qui nous a le plus bouleversés. Celle qui nous a permis le plus, non seulement de comprendre, mais de sentir, de palper le message de Murray Bookchin et la justesse de sa conception de l'écologie sociale.

Car enfin, c'est vrai qu'il y a une intelligence dans la nature. Qui nous procure cette incroyable capacité de mettre au monde un nouveau né dans les meilleures conditions pour en faire un être comblé donc sociable, dès le départ, avec une inégalable joie de vivre.

Ce n'est pas notre intellect lorsqu'il est coupé de notre corps, autrement dit, ce n'est pas notre cortex associatif, conceptuel, le dernier né de l'évolution humaine, c'est surtout notre système nerveux primitif, le plus ancien, et dans une moindre mesure le système limbique, siège de l'apprentissage qui en est le moteur.

Notre système nerveux primitif, appelé aussi reptilien, c'est le siège de l'instinct, un mot fort mal interprété, à l'image de la nature perçue comme violente, agressive, alors que sa fonction c'est :

- Le comportement d'approche et la satisfaction des nécessités biologiques manger, boire, dormir, reproduire l'espèce.
- Le comportement de fuite et de lutte suite à un stimulus adverse. Il peut se manifester par une agressivité défensive, la seule agressivité innée.

Les autres comportements comme l'angoisse d'accaparer, l'égoïsme, la méfiance, le sentiment de propriété, l'autoritarisme ne sont que le résultat d'apprentissages (carences, expériences négatives, etc.) dès la naissance surtout et peut être même avant.

C'est ainsi que Bookchin rejoint Laborit lorsqu'il dit « Ce que nous

renions trop souvent comme phase intuitive de la connaissance est en fait la vérité que notre animalité octroie à notre humanité et le stade embryonnaire de notre développement adulte ».

Se réconcilier avec notre instinct, c'est donc se réconcilier avec notre nature profonde, première, respecter et laisser s'exprimer tous les niveaux de l'évolution de la vie à travers nous, vers plus de complexité, de création, donc de liberté. L'être humain étant la nature prenant conscience d'elle même.

Pour ce faire, il nous faut développer une socio-culture (espèce de seconde nature) capable d'humaniser, voire de potentialiser la fonction conjointe des trois cerveaux pour l'épanouissement de chacun d'eux.

L'écologie sociale c'est ça : la réconciliation de la nature et de la culture, cette dernière aidant la première à libérer ses potentialités.

Il est vrai que nous avons surtout insisté sur un aspect de la socio-culture à développer, celle qui nous a le plus frappés et servis pour comprendre nos comportements, celui qui est le plus susceptible de susciter en nous toutes et tous un changement de mœurs et de mentalité, à savoir ce que M. Bookchin appelle « la biologie de la socialisation humaine ». Nous aurions pu tout aussi bien vous parler dans la foulée de notre choix de ne pas envoyer les enfants à l'école et d'utiliser des ancrages affectifs possibles dans un continuum de concept pour apprendre. Nous aurions pu vous parler de notre vécu en ce qui concerne notre corps, son intelligence psychosomatique pour rétablir la santé, ce qui nous a conduits, à partir du rejet de la médecine et de sa conception manichéenne et pasteurienne du microbe, à l'autogestion de notre santé. Nous aurions pu parler du bien fondé de notre choix de nous établir à la campagne, même si ce choix était inconscient au départ ; car comme dit Laborit « La ville n'est pas un organisme, mais elle représente un des moyens utilisés par un organisme social pour contrôler et maintenir sa structure ».

Nous aurions pu vous parler de notre choix en agriculture, d'agriculture biologique et de permaculture, notion issue des travaux de Kropotkine et qui nous amène au concept d'écosystème avec communautés humaines intégrées et technologies douces.

Nous aurions pu insister davantage sur nos difficultés relationnelles qui nous ont fait prendre conscience de l'impact de l'intériorisation des valeurs patriarcales et capitalistes. Puis de comment on essaye d'y remédier par une recherche sur la communication, c'est à dire la première mise en commun sans vainqueurs ni vaincus.

Car c'est bien ça le résultat de notre expérience : il ne pourra y avoir d'écologie véritable sans relations qualifiantes pour tout le monde, en commençant par la première, mère bébé, sans un bouleversement des structures sociales qui permette à chacun de se réaliser à travers tous les autres dans la complémentarité des différences, dans cette société qui induit l'inégalité des égaux.

Alors, à quand une fédération des pratiques libertaires ? À quand cette trame culturelle libertaire vivante issue des pratiques au quotidien ?

Los Arenalejos
Lista de correos
29567 Alozaina (Malaga)
00.34.95.211.25.30
arenalejos@mail.litefeanjo.es

Ce texte est extrait de "La culture Libertaire" éditions ACL, 1997, ISBN 2-905691-48-4

- (1) Cité par Libera, n°53, août 1995, journal anarchiste brésilien. Extrait du texte de M. Cartier La famille et la fonction sociale de la répression sexuelle in Life and work of Williaain Reich.
- (2) Voir Une société à refaire, Atelier de Création Libertaire, Lyon, 1992, p.28.
- (3) Votre bébé est le plus beau des mammifères, Michel Odent.
- (4) Voir à ce sujet La falta bàsica, Michel Balint, éd. Paidòs, Barcelone, 1993. Première édition, Londres New York, 1979.
- (5) Voir la Légende des comportements, Henri Laborit, éd. Flammarion, Paris, 1994.
- (6) Voir El Pais du 15 novembre 1995, repris dans la Hoja, n°9.
- (7) Ibidem.

CARNET DE ROUTE / LISBONNE 1998 / MIMO

Municipalisme libertaire

Quelle pratique politique libertaire dans la cité d'aujourd'hui ?

Du 26 au 28 août s'est déroulé, à Lisbonne, une conférence internationale autour de l'écologie sociale et ses perspectives politiques : le municipalisme libertaire.

Cette conférence a été organisée par un comité constitué par diverses personnes actives dans le mouvement libertaire international épaulé par des centres d'études libertaires (comme celui de Milan ou encore la Fondation Salvador Ségui de Madrid) ; des maisons d'éditions comme Blak Rose Books (je voudrais préciser qu'elle est parmi les plus anciennes et actives maisons d'éditions libertaires actuelles et que son siège se trouve à Montréal) et Trotzem verlag/Schwarz faden

d'Allemagne ; l'Institut d'écologie sociale du Vermont et celui pour une Écosociété de Montréal ainsi que la collectivité Los Arenalejos d'Espagne, etc. Le Socius, Centre de recherche de sociologie économique et des organisations dirigé par José Maria Carvalho Ferreira a pris en charge l'organisation pratique des trois journées d'une façon admirable... Enfin, la conférence a reçu aussi l'appui du département de sociologie de l'ISCTE de Lisbonne et d'autres institutions locales.

Quelques cent trente personnes se sont déplacées pour assister à ces journées. Elles provenaient de divers pays d'Europe (Allemagne, Espagne, Portugal, France, Hollande, Belgique, Norvège, Écosse), de Turquie, d'Amérique latine, des USA et du Canada. Elles représentaient des groupes locaux ou des organisations nationales (comme par exemple la CGT espagnole dont une vingtaine de militants étaient présents), mais plusieurs d'entre elles étaient venues à titre individuel.

L'idée de cette conférence, selon ce que j'ai pu comprendre à la lecture de l'appel publié par divers journaux libertaires et écologistes, était celui de réfléchir sur la question de l'écologie sociale et celle qui semble être son implication pratique et politique la plus probable c'est à dire le municipalisme libertaire. Je pense qu'à travers cette conférence on a voulu d'une part rendre hommage à l'œuvre de Murray Bookchin inspirateur de ces deux concepts qui ont aidé les libertaires au niveau international à affronter la problématique écologiste dans les années 70 et 80. D'autre part on a voulu aussi essayer de pousser plus loin la réflexion sur ce thème compte tenu que Janet Biehl vient de publier un livre qui reprend l'idée de municipalisme libertaire de Bookchin en l'amplifiant et structurant d'avantage au vu des quelques expériences que des personnes ou des groupes ont mis en place ici et là depuis une vingtaine d'années. À vrai dire, j'ai eu l'impression que si certains membres du comité organisateur avaient avant tout pensé à rassembler le plus grand nombre de libertaires au niveau international afin qu'il y ait une réflexion commune, d'autres auraient souhaité qu'à la fin de cette conférence puissent s'établir les fondements d'un réseau qui s'occuperait de municipalisme libertaire, voir créer une organisation spécifique.

Pendant les trois journées qu'a duré la rencontre dans les beaux locaux de l'Institut d'économie et gestion de Lisbonne, et grâce à la traduction simultanée assurée dans une des salles, on a pu donc assister à des débats, sinon riches, pour le moins prometteurs. En effet, à part cette différence que j'ai remarqué dans les propos des membres organisateurs, différence qui était perceptible aussi dans certaines interventions d'autres participants, il faut dire que l'ensemble des personnes qui ont prit la parole ont exprimé une même

préoccupation en ce qui concerne ce qu'on peut indiquer comme le souci d'une intervention politique libertaire dans la cité. Or, si certains l'ont fait d'un point de vue "idéologiques", d'autre sont venus avec des exemples concrets qui nous ont montré l'actualité de cette question, et même d'une certaine manière l'urgence de l'affronter pour répondre aussi bien à un besoin du mouvement, qu'à celui de ceux et celles qui veulent participent dans la vie politique, dans les affaires de la cité autrement, ou si vous préférez d'une manière alternative.

À la fin de la conférence, comme le dirait Augustin Garcia Calvo, « ont était un peu tous plus ignorants », car si nos propos nous ont montré que, d'une part dans le milieu libertaire ont est capable d'affronter de plus en plus sereinement des sujets aussi délicats qu'une intervention politique dans la cité, voire une participation à des élections locales en tant que libertaires; d'autre part nous avons constaté que nous n'avions pas encore à notre portée la résolution, ou si vous préférez toutes les réponses pratiques et théoriques, à cette question. Certes, dans l'assistance il y avait par exemple des jeunes compagnons apparemment très actifs dans leur ville/région, qui n'avaient pas de doutes quant à l'efficacité du « municipalisme libertaire et ses ultimes conséquences c'est à dire la Révolution sociale », mais il y avait aussi quelques uns qui comme moi cherchent depuis longtemps à remettre en cause les concepts de cet anarchisme classique dont nous nous servons encore pour appréhender la réalité de l'an 2000.

En réalité, depuis que j'ai lu les ouvrages de Bookchin, et qu'avec l'Atelier de Création libertaire, nous avons contribué à les faire connaître en français, j'ai toujours pensé que l'écologie sociale et le municipalisme libertaire pouvaient être un des moyens pour aller de l'avant dans nos réflexions et nos pratiques. Pourtant dans cette dernière conférence à laquelle j'ai assisté, j'ai de nouveau remarqué "une lente évolution" de la pensée libertaire face à ce qu'étaient des propos tenus encore il y a une quinzaine d'années dans nos milieux militants "purs et durs". J'ai aussi constaté qu'il nous faut absolument faire un travail pour réactualiser des concepts tels que la révolution, l'antiétatisme, l'antiparlementarisme, la lutte de classe, le mouvement de masse, l'anarcho syndicalisme, le communisme libertaire ou l'anarchie elle même... Mais attention, il ne s'agit pas de reprendre ici le vieux discours sur le thème miteux qui opposait idéologiquement les "révolutionnaires" et les "réformistes", mais de confronter nos pratiques quotidiennes avec nos idées, et construire autour de celles ci un corpus qui ne fasse pas l'impasse sur tout ce qui s'est passé dans le monde ces dernières trente années.

Enfin, avec toutes les critiques qu'on peut toujours faire à ce type d'initiatives (par exemple, le peu de représentativité de ces quelques groupes qui ont une "réelle" pratique locale, ou encore le peu de

représentants de pays comme l'Italie ou l'Angleterre ou les pays de l'Est, pour ne pas parler de l'Afrique ou de l'Asie ; ou encore cette envie d'aller vite vers une structuration formelle d'un mouvement sans trop regarder à ce que cela pourrait représenter au niveau réel, et les débats internes au mouvement qui souffrent toujours d'autant de personnalisme et parfois de dogmatisme...) il m'a semblé que cette initiative a été une réussite.

En effet, après trois jours de débats et quelques questions importantes soulevées par une partie de l'assemblée (comme par exemple la défense armée d'une hypothétique municipalité libertaire attaquée par des ennemis...), les participants ont convenu de se revoir comme prévu aux USA (dans le Vermont) pour une deuxième conférence pendant l'été 1999. D'ici là, ils vont promouvoir la lecture du livre de Janet Biehl sur Le municipalisme libertaire (dont il existe désormais une édition allemande, une espagnole et celle française publiée par Écosociété à Montréal, tandis qu'il est prévu d'en faire la traduction prochainement en grec et italien...), par des débats, des conférences locales et si possible des rencontres qui pourraient permettre de continuer le débat autour de cette question, voir créer des groupes de réflexions ad hoc... ce qui était en fait la raison de ma participation personnelle à cette conférence.

Mimmo Pucciarelli / Lyon

Nous reviendrons le mois prochain sur le municipalisme libertaire et la conférence de Lisbonne en publiant l'intervention de la collectivité Los Arenalejos.

*ALTERNATIVES LYONNAISES / ÉDITIONS A.C.L.
/ AL 210*

Le rêve au quotidien

**Nous reprenons cette note de lecture parue dans
Lyon-Capitale et repiquée sur le site web de
l'ACL.**

Figure alternative des pentes, Domenico Pucciarelli retrace dans *Le Rêve au Quotidien* toutes les aventures collectives et libertaires de la Croix Rousse de ces vingt dernières années.

Plongé jusqu'à la barbe dans son sujet, Domenico Pucciarelli s'est adonné à un exercice périlleux : revisiter son passé immédiat de militant libertaire avec la distance et l'analyse requises pour un chercheur et sociologue. En près de 250 pages, il détaille les

expériences collectives et alternatives qui se sont vaillamment accrochées aux pentes de la Croix Rousse ces vingt dernières années. Squatts, restaurants autogérés, crèches parentales, imprimeries parallèles, collectifs militants... Plus de 80 entreprises alternatives ont tout naturellement trouvé leur terre de prédilection sur cette Croix Rousse nourrie d'un imaginaire social vieux de 150 ans avec la révolte des Canuts. Nées du souffle libertaire des années 68, portées par l'enthousiasme et le militantisme de centaines de "rêveurs en action" voulant changer le monde, ces expériences ont fait de la Croix Rousse un véritable laboratoire social, passionnant à parcourir.

Ce sont ces voies parallèles, utopiques et conviviales que Domenico Pucciarelli, artisan de quelques uns de ces rêves au quotidien, nous invite à découvrir. Ce chemin de traverse est jalonné de témoignages généreux ou désenchantés, de portraits contrastés et de parcours alambiqués. La ligne droite ne sied guère aux courbes escarpées de la Croix Rousse, tailladée de secrètes traboules et de multiples escaliers, autant de réseaux propres à la communication. Car son architecture est incroyablement conviviale : le mot "village" revient sans cesse dans la bouche de ces acteurs sociaux qui ont puisé dans l'histoire des canuts pour imaginer et poursuivre leur révolte. Dès 1835, c'est là que fut fondée la première coopérative française de consommation : Le commerce véridique et social.

Les traboules alternatives

Depuis, beaucoup d'autres initiatives ont vu le jour, mobilisant près de mille personnes autour d'un idéal de société dont les valeurs cardinales ont pour nom l'autogestion, la solidarité et l'autonomie. Et qui accomode dans une joyeuse tambouille l'antimilitarisme, le syndicalisme, les idées libertaires, le féminisme, l'écologie, ou le punk rock. Voire, pour certains, un zeste de catholicisme progressiste.

Des lieux alternatifs ont ainsi vu le jour, exprimant diverses formes de contestation des valeurs traditionnelles et proposant des ripostes pratiques dans des domaines aussi variés que l'enfance, la bouffe, le logement, la santé ou les loisirs. Dans un périmètre très étroit (beaucoup de ces lieux sont d'ailleurs concentrés dans la même rue Burdeau), un réseau de gens se croisent, vivent et militent ensemble, traversent des lieux divers où s'organise une vie alternative. Ce sont souvent les mêmes personnes qui traboulent d'initiatives en initiatives, de l'Impression presse nouvelle à Silence, du Collectif utilitaire lyonnais à Wolnitza, des Jeunes arabes de Lyon et banlieue à Radio Léon ou encore de l'Opéra Bouffe à la Maison de l'écologie en passant par les MAB, Mon artiste est un boucher ! À chaque fois, les principes sont à peu près les mêmes : rotation des tâches, égalité de salaires, refus de la hiérarchie, direction consensuelle et collective ; les

pratiques sociales répondent à une organisation horizontale : tout le monde est "sur la même longueur d'ondes", et la pagaille ou l'essoufflement n'est jamais très loin.

En effet, sur les 25 activités recensées par Domenico Pucciarelli ces vingt dernières années, seules 9 continuent aujourd'hui d'exister. La dynamique sociale, très forte dans les années 70, avait commencé à s'assoupir avec l'arrivée des socialistes ; la crise et le retour sur soi des années 90 ont achevé une société porteuse d'idées visant un changement radical. Surtout, la dynamique interne, principal ressort de ces expériences alternatives, s'use et s'essoufle. Lassitude, conflits de personnes, "désérotisation des relations" comme l'indique un membre de la communauté Moulinsart, précarité financière ou manque de perspectives guettent les militants. À la fin, on passait plus de temps en régulation entre l'équipe que derrière les fourneaux explique un membre de l'Opéra bouffe. "Faute de combattants", ou plus prosaïquement "à cause des gamins", des lieux alternatifs ferment. Les autres ne subsistent généralement qu'au prix d'un recentrage, d'une professionnalisation, d'une maîtrise de la gestion économique ou d'une meilleure identification du pouvoir. Ils s'éloignent en quelque sorte de la démarche collective des origines. Par ailleurs, le visage de la Croix Rousse se banalise ; la hausse du prix des loyers favorise l'arrivée d'une population "pleine de thunes" et modifie le tissu social du microcosme. Les utopies se font la malle, mais la Croix Rousse continue, au travers de ses expériences, à questionner l'avenir. Ce laboratoire reste en tension permanente vers des pratiques sociales et économiques nouvelles. Parallèles et microcosmiques.

A C Jambaud

FICHE PRATIQUE

Le rêve au quotidien

De la ruche ouvrière à la ruche alternative.

Les expériences collectives de la Croix Rousse - 1975 1995

Domenico Pucciarelli

Le livre. Ils sont imprimeurs, cartographes, éducateurs de la petite enfance, restaurateurs, animateurs de radio, journalistes, réalisateurs de films vidéo, membres actifs d'associations où se vend du papier

recyclé, engagés dans des lieux pour l'écoute de la musique ; ce sont des militants de quartiers, des écologistes, des insoumis, des squatters et des anarchistes. Ils ont créé au début des années 70 sur les pentes de la Croix Rousse, à Lyon, là où vivaient et travaillaient les canuts, une multitude d'activités alternatives. Comment ont ils monté ces associations ? En quoi leur fonctionnement était, ou est, différent des structures traditionnelles ? Comment dans leur travail ont ils vécu un quotidien différent ? Comment vivent ils leurs activités bénévoles et militantes ? Enfin, s'agit il de quelques initiatives isolées ou d'un ensemble de structures certes restreint par rapport à la population de ce quartier, mais significatif quant à leurs démarches pour créer des espaces de libertés et d'autogestion ?

Dans la description d'un vécu passionnant, on trouvera dans ces pages des réponses à ces interrogations, et on verra à travers les expériences de ces rêveurs au quotidien que le désir de vivre autrement peut devenir une pratique possible.

L'auteur. Arrivé en France en 1975, à Lyon, et plus précisément à la Croix Rousse, où il a participé à diverses associations et coopératives, Domenico Pucciarelli, Mimmo, est né en 1954 à Caggiano (Italie). Après avoir participé au mouvement libertaire italien dès le début des années 70, il devient, à Lyon, un des animateurs et rédacteurs de la revue Informations et Réflexions libertaires (IRL) jusqu'à son interruption en 1991. Il participe aujourd'hui aux éditions de l'ACL qu'il a contribué à créer en 1979.

L'éditeur. Atelier de création libertaire. BP 1186 à 69202 Lyon cedex 01, fax et tél. 04.78.29.28.26.

AL 210 / COMMUNIQUE DE PRESSE

OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS

**Section belge - Groupe local de
Bruxelles**

**Nous vous informons de la mise en place à Bruxelles d'un
Groupe local
affilié à l'Observatoire international des Prisons -
Section belge.**

**Pour rappel, l'Observatoire international des prisons
(O.I.P.) fut créé en 1991 en France, plus précisément à
Lyon. Cette organisation non gouvernementale a pour
objectif de surveiller les conditions de détention des
prisonniers et de signaler tous les manquements aux
droits de l'homme dont serait victime toute personne
incarcérée.**

**Depuis lors, de nombreuses sections nationales se sont
organisées dans différents pays, dont la section belge de
l'O.I.P.**

**Etant donné la volonté de suivre de manière stricte et
efficace chaque lieu de détention, un groupe local de
l'O.I.P. s'est constitué à Bruxelles en octobre dernier.
Son travail est actuellement concentré sur les prisons de
Saint-Gilles, de Forest et de Berkendael.**

**Les modalités d'action du groupe local de l'O.I.P. à
Bruxelles sont donc d'OBSERVER, ALERTER,
DENONCER, en vue de collaborer à l'amélioration des
conditions actuelles de détention.**

**C'est la raison pour laquelle, dès à présent, toute
situation susceptible d'entraîner une réaction de notre
part vous sera communiquée.**

**Nous espérons que vous assurerez le relais et sommes à
votre entière disposition pour toute information
complémentaire.**

**Le Groupe local - O.I.P. - Bruxelles
B.P. 15, 1150 BRUXELLES - tél. 02/223 45 85. (fax:
02/ 223 45 15)**



MAKHNO - UKRAINE

Jean-Marie Chauvier, journaliste a la RTBf
et par ailleurs collaborateur au Monde Diplomatique,
nous fait parvenir cette note de lecture sur
"Les formations anarcho-communistes de Nestor Makhno"
un bouquin signé A. V. Timochouk et publié en 1996 en Ukraine aux
éditions Tavria.

Il propose que son texte sorte dans la presse
libertaire francophone (et notamment dans AL) avec une "réponse" des
anarchistes.

À propos du livre

Les formations anarcho- communistes de Nestor Makhno (septembre 1917 - août 1921)

**de A.V. Timochouk (éditions Tavria Simferopol,
1996).**

Sujet tabou, personnage décrié sous le régime soviétique, l'un des co-fondateurs des soviets en Ukraine, le communiste libertaire Nestor Makhno est redécouvert après 1991 en Russie et en Ukraine.

Les auteurs d'études sur cette personnalité légendaire de la guerre civile ont quelques difficultés à "saisir" cette part d'Histoire "inclassable" au sens qu'elle appartient à l'opposition au bolchevisme, mais pas pour autant à sa négation contre-révolutionnaire ou libérale. Makhno était-il au moins représentatif de ces autres mouvements "inclassables", que furent les soulèvements paysans en défense des communautés villageoises ou des libertés économiques ? Aucunement, puisqu'il était adversaire du patriarcat et partisan du communisme en autogestion, proche des idées anarchistes, "encore plus égalitariste que les Bolchéviks". Makhno ne fut-il, du reste, l'un des artisans de l'établissement et du pouvoir des soviets, en 1917, et de la formation de l'armée rouge, début 1918 ? C'est ce que rappelle un auteur ukrainien, A.V. Timochouk, qui s'efforce de défaire l'image de l'opposant et du révolté paysan, n'hésitant pas à qualifier Makhno d'"anarcho-bolchévik", appellation plutôt paradoxale. Il est vrai que la mouvance anarchiste dans la révolution, diffuse et sans doute influente en tant que sensibilité spontanée mais peu organisée, a largement nourri les premiers effectifs du parti bolchevik. En sens inverse, et comme pour confirmer cette "familiarité", des bolcheviks et nombre de combattants de l'armée rouge ont rejoint les rangs de Makhno.

Le mouvement makhnoviste est né au village de Gouliaipolie, dans le district d'Alexandrovsk, dans le sud-est de l'Ukraine, sur le territoire

ancestral des cosaques de Zaporoje. Les paysans y étaient donc affranchis depuis longtemps. En 1898, ce village comptait 7.196 habitants répartis en 1.048 "feux", ou exploitations familiales. Les réformes de Stolypine, après 1906, y ont engendré 50 fermes privées, dont 20 appartenaient à des colons allemands. C'était l'une des régions les plus "marchandes" de l'empire russe, loin de l'univers (Mir) communautaire de la Russie. L'anarcho-communisme, auquel Makhno adhère en 1906, se réclamait des traditions de "vie libre" des cosaques des 17 et 18ème siècle. Après une première phase terroriste et un séjour à la prison moscovite de sinistre mémoire, Boutyrka (1911-1917), Makhno est élu en août 1917 président du Soviet des députés paysans de Gouliaipolie. Ses partisans tuent le propriétaire foncier Klassen et organisent une "commune". Les anarcho-communistes "ont salué le coup d'état militaire bochévik d'octobre" et ont participé le 13 décembre 1917 à l'assaut de la Rada centrale de Kiev ainsi qu'à la formation, à Kharkov, de la "bouffonne" république soviétique "ukrainienne". L'auteur relève chez Makhno "une haine pathologique envers le corps des officiers et le mouvement national ukrainien". En mars 1918, en "front unique" avec les Bolchéviks contre la Rada centrale et ses alliés allemands et austro-hongrois les Makhnovistes créent à Gouliaipolie les premières formations armées, incluant des unités "juives". Après une rencontre avec Lénine en mai 1918, Makhno se livre à du "terrorisme", contre l'hetman Skoropadski (le dictateur mis en place par les Allemands en Ukraine, ne précise pas l'auteur). Ce n'est qu'après la révolution en Autriche-Hongrie qu'il pourra engager des combats plus conséquents. « L'historiographie soviétique, assure A.V. Timochtchouk, a consciemment dissimulé le rôle des Makhnovistes dans l'établissement fin 1918 du pouvoir communiste, dans la région de Gouliaipolie. Ainsi ont-ils pris part à la liquidation de la propriété privée "restaurée par l'hetman" et aux actions contre les koulaks. Ils ne se rallient pas comme d'autres armées ukrainiennes, le 13 novembre 1918, au "Directoire", de Petlioura (célèbre pour ses pogromes anti-juifs, ne précise pas l'auteur) instaurant la "République populaire d'Ukraine". Ils persistent à soutenir les Soviets. Pourtant, un éphémère rapprochement avec Petlioura, en décembre 1918, aurait surtout permis à Makhno de s'approvisionner en armes. Il comptait alors 10.000 partisans qui, de janvier à avril 1919, se trouvèrent "au sein de l'armée rouge" tout en conservant une certaine autonomie. Son état major de 13 hommes comptait 7 anarcho-communistes, 3 Bolchéviks et 3 socialistes-révolutionnaires de gauche. Les commandants étaient originaires de la région, mais non de la paysannerie. Ouvriers, pêcheurs, journaliers, ils n'avaient jamais eu de propriété et aspiraient au "juste" partage de celle des autres ». Gouliaipolie est alors, pour les anarchistes, l'endroit "le plus libre du monde" où affluent les "humiliés", où règnent "l'ivrognerie et la débauche". Ils prennent part aux "réquisitions" chez les paysans et au "pillage des villes". Au printemps 1919, ils sont 25.000, engagés dans la guerre des Rouges contre les Blancs de Denikine. C'est alors que se précisent les divergences latentes avec les Bolchéviks. Des responsables de ceux-ci, Kamenev et Antonov Ovseenko, voudraient faire des troupes de Makhno une "division" rouge, Trotski est contre. Ce

qui n'empêche Makhno de former "sa "division" insurgée", avec la participation "pour moitié d'Ukrainiens", pour un tiers de Russes, et de "nombreux Juifs" - note l'auteur. En juin 1919, la presse bolchevique dénonce les Makhnovistes comme "anarcho koulaks", le divorce se creuse, Makhno l'attribue à "l'hostilité personnelle de Trotski", et les succès de Denikine affaiblissent "Rouges" et "Noirs".

Pour la période de juillet 1919 à avril 1920, "l'armée insurrectionnelle de Makhno" (40 à 45.000 combattants l'été 1919) agit pour son propre compte, en alternance d'alliances et de confrontations avec les Rouges.

Des accords sont passés, fin septembre 1919, entre Makhno et Petlioura dans le cadre de la lutte contre Denikine, qui refuse tout compromis avec les armées ukrainiennes.

Composée pour l'essentiel de pauvres et de "lumpen", ralliant des étudiants et des criminels, avec une prédominance de Juifs dans le commandement (Revoiensoviet) et les activités de culture et d'enseignement, l'armée de Makhno respecte cependant les libertés des formations politiques et de la presse (contrairement aux Rouges), elle "n'encourage pas le pillage criminel" et n'est pas portée à l'antisémitisme (contrairement aux Blancs et aux nationalistes ukrainiens, ne précise pas l'auteur).

La liquidation de Makhno est envisagée par Trotski dès décembre 1919, mais elle est postposée au printemps 1920 vu la priorité du combat contre Denikine. Malgré cela, les formations de Makhno seront encore les alliées des Rouges contre la dernière armée blanche de Wrangel, avant d'être écrasées par les Bolchéviks de novembre 1920 à août 1921 comme "traîtres à la révolution". Makhno n'oppose pas de résistance, une grande partie de ses soldats passent à l'armée rouge, lui-même entre en clandestinité et tombe malade du typhus, avant de fuir, en août 1921, en Roumanie.

Au cours de leurs quatre années d'existence, estime A.V. Timochtchouk, les formations de Makhno ont toujours été les ennemies des ennemis des Bolchéviks, elles ont lutté "pour le soutien à la révolution russe et à la Troisième Internationale communiste du monde entier", ne se sont jamais alliées "qu'aux Bolchéviks". Dans leur combat pour "les slogans anarcho communistes utopiques" ils ont été "plus cruels" que les Bolchéviks. Ennemis des propriétaires et des nationalistes ukrainiens, les Makhnovistes ne peuvent être présentés comme défenseurs des "intérêts des paysans producteurs". La romantisation de Makhno dans l'historiographie ukrainienne est donc "inadmissible". Et l'auteur de conclure : "Les idées et les actions de l'anarcho-communisme, tout comme celles du bolchévisme, ne peuvent qu'être condamnées". L'ouvrage, extrêmement précis dans la description des batailles militaires, ne donne aucune précision sur l'activité des "communes" de Makhno (en dehors des "orgies") ni sur leur influence populaire. Telle est l'une des versions de l'Histoire proposées aux Ukrainiens de l'ère post-soviétique.

Jean-Marie Chauvier Zahara

ALTERNATIVE LIBERTAIRE N°210 - OCTOBRE 1998

NON AUX LOIS RACISTES

En temps qu'acteurs de cette société, munis de ces fameux papiers qui nous donnent droit à ce minimum d'existence, il ne s'agit pas de savoir si nous devons ou non "accueillir toute la misère du monde", ni comment repousser une hypothétique invasion. Notre alternative refuse de penser en termes de globalité abstraite, fondée sur des fantasmes et des constructions imaginaires.

Nous proposons de penser la situation concrète, telle qu'elle se présente ici et maintenant.

Et de penser que dans ce pays, où nous vivons et luttons, il existe une catégorie de personnes déclarées illégales de part leur simple statut d'étrangers, et qui se voient ainsi privées de tous droits, niées dans leur condition d'humains et traitées comme de simples microbes à éliminer.

Et de se rendre compte que cette situation concrète est le fait des habitants de ce pays. Des hommes politiques qui ont soutenu le projet de loi Vande Lanotte, qui organise le cadre juridique de cette situation de non-droit. De l'administration, qui applique cette loi avec un zèle tout particulier. Et de la majorité des hommes et femmes de ce pays, qui acceptent cette situation par ignorance, désintérêt, fatalisme, voire pire...

Une société qui organise une situation déniait à des hommes, d'où qu'ils viennent, jusqu'à leur humanité, est à l'image de cette loi. Sans réaction inverse, elle s'engage dans une voie tendant à déshumaniser toute catégorie de personnes, voire chaque individu, dès lors qu'il est considéré comme gênant. Il suffit de penser aux chômeurs, devenus de simples données statistiques à éliminer, sans tenir compte aucun de leur situation concrète.

Cette situation est créée au nom de la survie même de notre société, et du maintien d'on ne sait quel équilibre, menacés par tel ou tel mythe, tous plus abstraits les uns que les autres et qui exploitent un imaginaire collectif en crise.

La situation concrète, ce sont les camps pour étrangers, dans lesquels

sont enfermés hommes, femmes et enfants et dont l'accès est strictement contrôlé et limité, où sont prévues des sanctions qui vont de la privation de courrier ou de visites, à l'utilisation de menottes aux pieds et aux mains, de la camisole de force à l'enfermement en cel-lule d'isolement (entre autres pour tentative de suicide).

Ce sont des expulsions qui se déroulent souvent dans des conditions d'extrême violence. Les récalcitrants sont traînés dans l'avion menottés aux pieds et aux mains. Il est permis de leur plaquer un coussin sur la figure pour étouffer leurs cris et éviter leurs morsures. Certains vont jusqu'à se mutiler en avalant des lames de rasoir pour éviter l'expulsion.

Ce sont des milliers de personnes qui se font refouler à l'aéroport avant même d'avoir pu mettre le pied sur le territoire belge sans aucun contrôle et sans possibilité de se défendre.

Ce sont des individus et des familles entières qui vivent cachés, à qui l'on a supprimé tout droit au travail, à l'enseignement, à la santé, à la vie, qui vivent l'angoisse permanente d'être capturés par les forces de l'ordre.

La loi Vande Lanotte est en application depuis 1996. Ses effets nous démontrent chaque jour que nous avons dépassé les limites du supportable.

Sous prétexte de s'attaquer à l'immigration clandestine, le gouvernement belge a mis en place un appareil répressif sans précédent, digne d'une dictature. En s'attaquant aux étrangers, il s'attaque à tous les citoyens.

Sauf à planter des barbelés partout, on ne maîtrise pas l'énergie du désespoir qui pousse les plus pauvres vers nos frontières. Le contrôle des flux migratoire est un leurre. Il crée en réalité les clandestins, privés de tous droits, qui n'ont pour seule ressource que de se soumettre à l'exploitation du travail au noir, constituant ainsi une pression sur les salaires et les conditions de travail des autres travailleurs. À qui la faute ? À celui qui n'a que cette solution pour survivre ou à celui qui profite de la situation pour se faire toujours plus de profit.

Ceux qui nous construisent une société ultralibérale n'ont pas de critiques contre l'ouverture des frontières aux capitaux, malgré ses effets désastreux. Aujourd'hui, tout circule librement, sauf les hommes.

La belle idée, et la plus cohérente, ce serait que tout le monde soit libre d'aller où il veut, non pour devenir chair à usine, mais parce qu'il en a envie. Pour y arriver, il faudrait peut-être s'attaquer à la seule question qui tienne en matière d'immigration, celle du partage des richesses. Pour réduire les inégalités entre le nord et le sud. Pour réduire la fracture entre les riches et les pauvres. Permettre à chacun de vivre décemment.

Par notre action contre les expulsions et les camps, en faveur des sans papiers, nous voulons briser la peur qu'on nous impose et développer une nouvelle pratique de la solidarité, qui s'exprime en actes. Cette pratique,

c'est celle qui doit exister chez les chômeurs, les minimexés, les pensionnés, les travailleurs... Pour combattre la misère et l'oppression. La Belgique est devenue un pays d'expulsion massive où, lorsqu'il s'agit d'étrangers, l'arbitraire est de mise et les droits de l'homme mis au placard.

Dans un pays libre, la loi se soumet au respect des droits humains fondamentaux.

En démocratie, un gouvernement qui n'a plus que la force comme seul argument n'est pas légitime.

Le Collectif Contre les Expulsions

02/544.18.18

ccl@altern.org

Chômeur, pas chien ! / Octobre 1998 / Extrait

TOUS AUX ABRIS

Tous les chômeurs doivent le savoir et le faire savoir autour d'eux : ce 3 juillet dernier, le Conseil des ministres a approuvé, en première lecture, l'avant-projet de loi de la Ministre de l'Emploi et du Travail, Madame Miet Smet, sur le plan d'action belge pour l'emploi visant notamment, dans son article 63, la réglementation des contrôles effectués par l'Office National de l'emploi sur la situation des allocataires sociaux qui en dépendent.

Violons : « En outre, les inspecteurs sociaux compétents en la matière peuvent, moyennant autorisation du juge au tribunal de police, pénétrer entre 6 et 20h dans les locaux habités par les bénéficiaires d'allocations dont ils peuvent raisonnablement supposer qu'ils ont contrevenu aux dispositions relatives à l'octroi ou au calcul des allocations sociales. Dans ce cas, le contrôle doit être effectué par 2 inspecteurs, au moins » (sic !).

Si l'article incriminé de l'avant-projet de loi renforce le caractère totalitaire et anti-constitutionnel des actuelles dispositions, en étendant de surcroît son action aux invalides, handicapés et minimexés, en attendant, sa présentation même indique bel et bien qu'en réalité Madame la Ministre tente de légaliser toute une série de mesures jusqu'ici illégales. Nous nous trouvons donc devant un aveu d'illégalité on ne peut plus clair.

En conséquence, des dizaines de milliers de procédures ayant abouti à des sanctions pourraient donc être considérées comme des infractions et être attaquées de plein droit par ceux d'entre nous qui s'en sentiraient l'énergie.

Et qui en trouveraient les moyens. C'est-à-dire de l'argent : des avocats pro deo, ça existe, mais les frais d'ouverture de dossier, il faut quand même se les chiquer. Si les appareils syndicaux avaient autre chose que du sang de navet dans les structures, ils pourraient assumer l'aventure.

Au demeurant, l'avant-projet, par lequel la Ministre tente d'effacer l'illégalité des dispositions actuelles, revêt toujours le même caractère d'inconstitutionnalité.

S'il est voté, à l'avenir, les directions de l'Onem seront appelées à maintenir obstinément leur service d'inspection - et partant les agissements de leurs agents - dans un espace anti-démocratique.

Très dangereux pour eux au cas où une réaction juridique orchestrée se mettrait en place : pour rappel, l'article 15 de la Constitution stipule que : « Le domicile est inviolable et aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit » (notons ici que la délivrance du mandat de perquisition est de la compétence exclusive du juge d'instruction).

L'avant-projet introduit en outre un élément de discrimination parmi les citoyens belges dont il nous étonnerait que la Cour d'arbitrage n'ait pas à savoir.

Dès aujourd'hui et eu égard aux articles 148 et 151 du Code pénal (article 148 : Tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire, tout officier de justice ou de police, tout commandant ou agent de la force publique, qui, agissant en cette qualité, se sera introduit dans le domicile d'un habitant contre le gré de celui-ci, hors de cas prévus et sans les formalités prescrites par la loi, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six à deux cents francs ; et article 151 : Tout autre acte arbitraire et attentatoire aux libertés et aux droits garantis par la Constitution, ordonné ou exécuté par un fonctionnaire ou un officier public, par un dépositaire ou agent de l'autorité ou de la force Publique, sera puni d'emprisonnement de quinze jours à un an) et sans préjuger de l'issue des travaux de nos parlementaires saisis de l'avant-projet de loi en question, il serait conforme au fonctionnement d'un État de droit que l'Onem en attendant leurs conclusions cesse toutes les visites domiciliaires, reconnues illégales de facto par la démarche du Ministère concerné.

Chômeur, pas chien !

Dossier X1 : **une affaire d'État**

Le juge Connerotte ordonne d'enquêter sur le témoin X1.
Le juge Connerotte est dessaisi.

L'adjudant De Baets et son équipe enquêtent sur X1.
De Baets et son équipe sont écartés.

X1 indique les liens entre des crimes commis dans différents arrondissements.
Le dossier est saucissonné et étouffé.

X1 dénonce un grand nombre de meurtres d'enfants.
Les suspects ne sont même pas interrogés.

X1 dénonce un réseau sadique impliquant
Dutroux, Nihoul et des personnalités dont Vanden Boeynants.
Vanden Boeynants proclame qu'il n'existe pas de protections.

Le Morgen publie le témoignage de X1.
Le ministre des médias menace de retirer les subsides du Morgen.

X1 révèle son identité (Regina Louf) afin de faire toute la lumière.
La majorité de la presse l'agresse et la traite de fabulatrice.

Les parents de Regina déclarent que leur fille fabule,
alors qu'ils sont pris eux-mêmes en flagrant délit de mensonge.
La presse bien-pensante verse des larmes avec les parents.

Un collège de psychiatres conclut que Regina n'est ni délirante ni mythomane.
La même presse décide que son cas relève uniquement de la psychiatrie.

Un consensus s'impose dans la presse, la police et la magistrature
pour affirmer que le témoignage de Regina Louf est sans valeur.
Au même moment, la gendarmerie (ESI) dissimule une caméra de surveillance
devant le domicile de Regina (ce qu'elle n'avait pas fait chez Dutroux!).

**Pour connaître le témoignage de Regina Louf
et ses étranges retombées, lisez...**

Le Dossier X1 : Une Affaire d'État ?

dans **Pour la vérité** n°1

**glissé gratuitement en supplément dans AL 210 d'octobre
1998**